

# DIALOGUE GLOBAL

3.5

5 numéros par an, en 15 langues

40 ans après  
le coup d'État

Manuel Antonio Garretón

La vocation  
de la sociologie

Elizabeth Jelin,  
Immanuel Wallerstein

La contestation  
se poursuit

Brésil – Ruy Braga et  
Ricardo Antunes  
Égypte – Asef Bayat et  
Mohammed Bamyeh  
Turquie – Polat Alpman,  
Zeynep Baykal et Nezihe Ergin

Les inégalités

Guy Standing,  
Juliana Franzoni,  
Diego Sánchez-Ancochea

- > La Chine en Afrique
- > Les damnés de la mer
- > L'île aux massacres
- > Les obstacles au dialogue Sud-Sud
- > La sociologie albanaise
- > La sociologie en temps de troubles
- > Réunion de pré-congrès au Japon
- > L'équipe de Dialogue Global en Colombie

NEWSLETTER



Association  
Internationale  
de Sociologie



VOLUME 3 / NUMÉRO 5 / NOVEMBRE 2013  
[www.isa-sociology.org/global-dialogue/](http://www.isa-sociology.org/global-dialogue/)

DG



# > Éditorial

## Dialogue Sud-Sud

Celui qui voyage à travers l'Amérique latine prend vite conscience de sa diversité. Dans ce numéro, Juliana Franzoni et Diego Sánchez-Ancochea mettent en avant le tournant général de la lutte contre les inégalités. Cependant, même dans ce domaine, les différences sont frappantes. Ainsi, le Chili et l'Uruguay se situent aux deux extrémités du spectre qui va du néolibéralisme à la social-démocratie. Sur les questions sociales, le premier est encore à l'âge de pierre tandis que le second se situe à l'avant-garde de la libéralisation de la législation sur les drogues, les droits des homosexuels et l'avortement. L'Uruguay a éradiqué sa population indigène et est aujourd'hui, sur le plan racial et ethnique, bien plus homogène qu'un pays comme le Pérou. Si en Uruguay, les Tupamaros ont intégré la coalition de gauche au pouvoir, au Pérou et en Colombie, le mouvement de la guérilla continue à mener une guerre extra-parlementaire. En fait, la Colombie est un paradoxe vivant – une démocratie de longue date en même temps qu'elle recèle une violence qui échappe à toute réglementation – de sorte que Dejusticia, une organisation de brillants avocats et spécialistes en sciences humaines, utilise la constitution libérale du pays pour défendre les populations autochtones et les autres communautés.

En dépit de ces différences, les spécialistes latino-américains de sciences sociales ont mis en place des modèles de collaboration à l'échelle du continent. Ainsi, le sociologue chilien Manuel Antonio Garretón souligne l'importance historique des échanges universitaires et intellectuels entre les pays d'Amérique latine, même en période de dictature. Ici, le dialogue Sud-Sud va au-delà d'une aspiration à développer une sociologie dans les pays du Sud, des pays du Sud et pour les pays du Sud ; c'est une réalité, même si son intensité même peut rendre le dialogue par delà la région plus difficile. Eliana Kaimowitz décrit les difficultés qu'a eues Dejusticia pour organiser un atelier qui réunisse les jeunes défenseurs des droits de l'homme en provenance de tout le Sud Global. Le premier problème a été de faire venir les participants en Colombie. La plupart des itinéraires passaient par les pays du Nord, nécessitant l'obtention de visas de transit difficiles à obtenir, en plus de celui pour la Colombie, lui-même souvent difficile à obtenir. À titre de comparaison, venant du Nord global, je n'ai pas eu besoin du moindre visa. De plus, l'atelier n'a pu être mis en place que grâce au généreux financement de la Fondation Ford. Il est courant que des moyens financiers venant du Nord soient consacrés au développement de la recherche dans le Sud, comme dans le cas des travaux de Chin Kwan Lee sur la Chine en Afrique, ceux d'Helen Sampson sur les marins immigrés et les transports maritimes internationaux, ou ceux de Guy Standing sur l'allocation d'un revenu de base en Inde. Il n'est dès lors pas surprenant que les meilleures universités du Nord attirent à ce point les talents venus du Sud.

Nos deux contributeurs à la rubrique « La vocation de la sociologie » – Elisabeth Jelin et Immanuel Wallerstein – se sont autant investis dans le développement du dialogue Sud-Sud que du dialogue Nord-Sud. De même que les sociologues du Nord ne forment en aucune façon un groupe homogène – certains étant plus sensibles aux inégalités à l'échelle mondiale que d'autres –, les sociologues du Sud ne forment pas non plus un groupe homogène, une minorité d'entre eux se montrant capables de dépasser les frontières nationales tandis que la majorité reste ancrée dans le local. Si les inégalités à l'échelle mondiale ont pour effet de limiter la collaboration Sud-Sud, d'autres ressources, en particulier les médias sociaux, revêtent une importance capitale pour mettre en rapport les mouvements sociaux – un phénomène qui est analysé dans ce numéro à travers les exemples du Brésil, de l'Égypte et de la Turquie – et mettre en rapport les sociologues à travers des tribunes, comme le fait *Dialogue Global*.

> **Dialogue Global est disponible en 15 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à [burawoy@berkeley.edu](mailto:burawoy@berkeley.edu)**



**Manuel Antonio Garretón**, grand spécialiste de l'Amérique latine, livre ses réflexions sur le sort de la sociologie pendant la dictature au Chili et les erreurs politiques qui ont contribué à la chute d'Allende il y a 40 ans.



**Elisabeth Jelin**, sociologue argentine de renom, revient sur l'évolution de sa carrière, au cours de laquelle elle a su relier ses engagements au niveau local aux débats internationaux sur la justice et l'égalité.



**Immanuel Wallerstein**, ancien président de l'ISA (1994-98) et premier lauréat du Prix d'Excellence dans la Recherche et la Pratique décerné par l'Association, explique comment son analyse innovante des systèmes-mondes l'a conduit à une prise de conscience des limites d'une pensée structurée par disciplines.

# > Comité de rédaction

**Directeur de la publication :** Michael Burawoy.

**Responsables d'édition :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Rédacteurs en chef associés :**

Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

**Rédacteurs-consultants :**

Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :**

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

**Brésil :**

Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Celia Arribas, Rafael de Souza.

**Colombie :**

María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

**Inde :**

Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Uday Singh, Ritu Saraswat.

**Iran :**

Reyhaneh Javadi, Najmeh Taheri, Faezeh Khajehzade, Nastaran Mahmoodzade, Saghar Bozorgi, Zohreh Sorooshfar.

**Japon :**

Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Yuko Hotta, Yusuke Kosaka, Yutaka Maeda, Shuhei Naka, Kiwako Kase, Misa Omori.

**Pologne :**

Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Krzysztof Gubański, Adam Mueller, Patrycja Pendrakowska, Emilia Hudzińska, Kinga Jakiela, Julia Legat, Kamil Lipiński, Konrad Siemaszko, Zofia Włodarczyk.

**Roumanie :**

Cosima Rughinis, Ileana-Cinziana Surdu, Monica Alexandru, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Miriam Cihodariu, Monica Nădrag, Cătălina Petre, Mădălin Rapan, Lucian Rotariu, Alina Stan, Mara Stan, Balazs Telegdy, Elena Tudor, Cristian Constantin Veres.

**Russie :**

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova.

**Taïwan :**

Jing-Mao Ho.

**Turquie :**

Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Zeynep Baykal, Gizem Güner.

**Ukraine :**

Svitlana Khutka, Olga Kuzovkina, Anastasia Denisenko, Mariya Domashchenko, Iryna Klietsova, Lidia Kuzemska, Anastasiya Lipinska, Myroslava Romanchuk, Ksenia Shvets, Liudmyla Smoliiar, Oryna Stetsenko, Polina Stohnushko.

**Consultants médias :** Gustavo Taniguti, José Reguera.

**Consultante éditoriale :** Abigail Andrews.

# > Dans ce numéro

Éditorial : Dialogue Sud-Sud	2
Quarante ans après le coup d'État <b>Entretien avec Manuel Antonio Garretón, Chili</b>	4
La vocation de la sociologie : Contre toutes les inégalités <b>par Elizabeth Jelin, Argentine</b>	8
La vocation de la sociologie : Le chercheur en sciences sociales historicisant <b>par Immanuel Wallerstein, États-Unis</b>	10

## > LA CONTESTATION SE POURSUIT

### BRÉSIL

Les journées de juin <b>par Ruy Braga et Ricardo Antunes, Brésil</b>	12
---	----

### ÉGYPTE

Les limites de la « révolution » <b>par Asef Bayat, États-Unis</b>	14
La rue contre l'État <b>par Mohammed Bamyeh, États-Unis</b>	17

### TURQUIE

De l'insulte à l'insurrection <b>par Polat Alpman, Turquie</b>	19
L'art de la résistance <b>par Zeynep Baykal et Nezihe Başak Ergin, Turquie</b>	21

## > SUR LA TRACE DES INÉGALITÉS

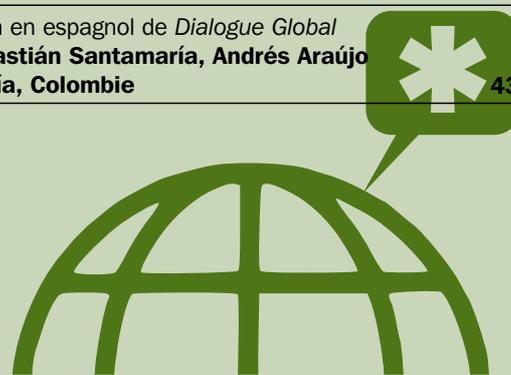
Une expérience majeure en Inde <b>par Guy Standing, Royaume-Uni</b>	24
Recul des inégalités en Amérique latine <b>par Juliana Martínez Franzoni, Costa Rica, et Diego Sánchez-Ancochea, Royaume-Uni</b>	27

## > NOTES SUR LE TERRAIN

La Chine en Afrique <b>par Ching Kwan Lee, Zambie</b>	29
Les damnés de la mer <b>par Helen Sampson, Royaume-Uni</b>	31
Porto Rico, l'île aux massacres ? <b>par Jorge L. Giovannetti, Porto Rico</b>	33

## > SOCIOLOGIES NATIONALES ET EXTRA-NATIONALES

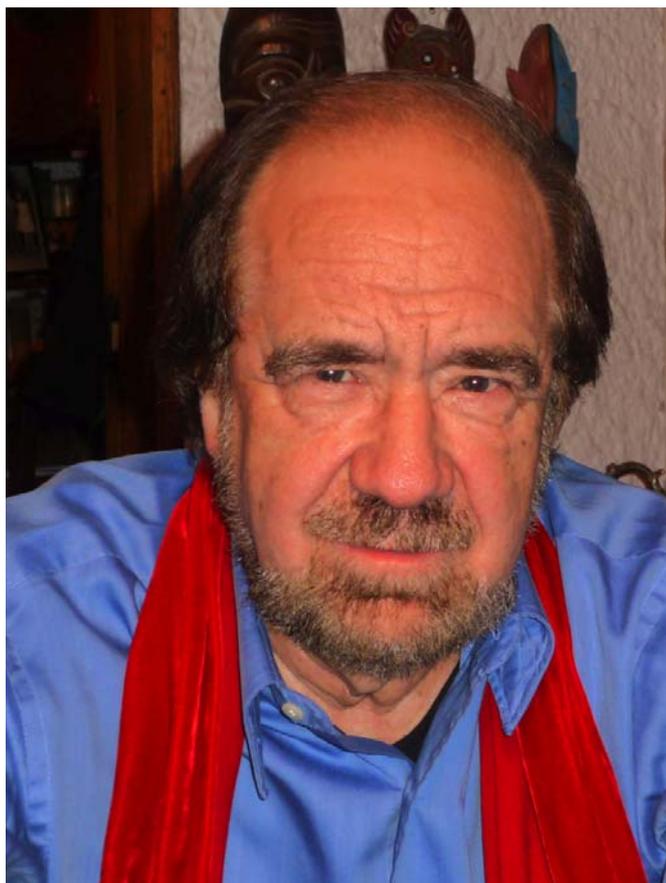
Dialogue Sud-Sud : des barrières bien réelles <b>par Eliana Kaimowitz, Colombie</b>	35
Le développement de la sociologie en Albanie <b>par Lekë Sokoli, Albanie</b>	37
La sociologie en temps de troubles <b>par Ayse Idil Aybars, Turquie</b>	39
Rencontre à Yokohama entre de jeunes sociologues et leurs aînés <b>par Mari Shiba, Kyoko Tominaga, Keisuke Mori et Norie Fukui, Japon</b>	41
L'équipe colombienne de l'édition en espagnol de <i>Dialogue Global</i> <b>par María José Rivadulla, Sebastián Santamaría, Andrés Araújo et Katherine Gaitán Santamaría, Colombie</b>	43



# > 40 ans après le coup d'État au Chili

Entretien avec  
Manuel Antonio Garretón

I<sup>re</sup> partie : La sociologie pendant la dictature



Manuel Antonio Garretón.

**M**anuel Antonio Garretón est l'un des sociologues les plus réputés d'Amérique latine. Après des études à l'Université Catholique du Chili, il obtient son doctorat à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS) de Paris. Il a dirigé de nombreux établissements universitaires, enseigné dans des universités au Chili et à l'étranger et travaillé comme conseiller pour des organismes nationaux et internationaux, publics et privés. Il n'y a guère de sujets qu'il n'ait pas étudiés, mais toujours d'un point de vue politique et théorique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les régimes autoritaires, les mouvements sociaux et les politiques de transition ainsi que sur l'état des sciences sociales en Amérique latine. Il est Professeur de sociologie à l'Université du Chili, titulaire de la chaire Simón Bolívar des Études latino-américaines de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni), et a été entre 1998 et 2000 président du comité de recherche de l'ISA sur les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47). En 2007, il a reçu le Prix national chilien des Sciences humaines et sociales. Cette interview a été réalisée à Santiago du Chili le 27 juillet 2013.

**MB : Manuel Antonio, au cours des 50 dernières années, vous avez vécu certains des meilleurs et des pires moments de l'histoire mondiale. Vous avez commencé par être président de la Fédération des Étudiants de l'Université Catholique à Santiago du Chili, puis en 1967, vous êtes parti poursuivre vos**

>>

**études à Paris sous la direction d'Alain Touraine. Là, vous vous êtes retrouvé au cœur des turbulences de mai 1968. En 1970, vous êtes retourné au Chili, au moment même où un mouvement en pleine effervescence s'apprêtait à porter Salvador Allende au pouvoir. Mais je voudrais que nous nous intéressions plus particulièrement aux 40 dernières années qui se sont écoulées depuis le coup d'État. Que faisiez-vous donc en 1973 ?**

**MAG :** De retour au Chili, j'ai été nommé directeur du Centre d'Études Sociales Interdisciplinaires. Ce centre, d'obédience marxiste, était hébergé au sein de l'Université Catholique et comptait des sociologues de premier rang. À la suite du coup d'État, j'ai été expulsé de l'université, et le centre a été fermé. J'avais alors 30 ans et me suis retrouvé face à deux options : m'exiler ou rester. J'étais politiquement actif à l'université, et en contact permanent avec la vie politique de mon pays : j'ai donc décidé de rester.

**MB : Mais sous la dictature, comment avez-vous survécu en tant qu'intellectuel critique et en tant que sociologue ?**

**MAG :** Les militaires ont pris le contrôle des universités et expulsé les enseignants de gauche, qui dans certaines universités étaient majoritaires, et dans d'autres universités, comme à l'Université Catholique, n'étaient qu'une minorité mais une minorité qui comptait du fait de sa production intellectuelle et de son influence sur les étudiants. Ceux qui sont restés ont cherché à se rassembler au sein d'une institution existante ou à en créer de nouvelles. Il en a été de même dans tous les pays d'Amérique latine soumis à un régime militaire. Cela a été le cas par exemple du CEBRAP, le centre créé à São Paulo par Fernando Henrique Cardoso et ses collègues.

Comme nous ne pouvions rien créer de nouveau, nous avons rejoint la FLASCO [Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales], qui avait été, jusqu'au moment du coup d'État, un lieu privilégié de formation pour les sociologues et les politologues. Nous avons obtenu à cet effet le soutien d'importantes fondations étrangères, comme la Fondation Ford, la Fondation Friedrich Ebert, plusieurs fondations suédoises, et même celui du gouvernement britannique de Harold Wilson. Par la suite, lorsque les militaires ont mis fin à l'immunité diplomatique dont bénéficiaient ce type d'organismes internationaux, nous avons obtenu la protection de l'Église et celle de l'Academia de Humanismo Cristiano [Académie d'humanisme chrétien], créée par le cardinal Raúl Silva Henríquez, une académie qui après la dictature allait devenir une université. Mais dans les années 80, d'autres centres – créés par des entreprises et sociétés de conseil – ont aussi offert leur protection aux sociologues.

**MB : Que pouviez-vous faire au sein de ces organismes, par exemple, au sein de la FLACSO ?**

**MAG :** Il ne faut pas oublier que c'est au Chili que de nombreux organismes internationaux avaient leur siège pour l'Amérique latine. À la suite du coup d'État, le flux d'étudiants s'est tari et la FLACSO est devenue une sorte de coquille vide, mais ceux qui étaient restés ainsi que les nouveaux venus dont je faisais partie, se sont consacrés à leurs recherches. Au début, des étudiants nous ont rejoints de manière informelle, et ce qui est très intéressant, c'est que dans certains cas des enseignants qui étaient restés à l'université nous ont envoyé leurs étudiants. Nous donnions beaucoup de cours, qui n'avaient pas de titres et n'étaient validés par aucun diplôme universitaire, notamment – plus tard – dans le cadre de l'Académie d'Humanisme Chrétien. Nous tentions de combler un vide pour la nouvelle génération d'étudiants. Ils voulaient savoir ce qui se passait dans leur pays et ailleurs en Amérique latine, or nos travaux de recherche traitaient précisément de ces sujets-là. C'était donc comme une sorte d'université ouverte, libre et non institutionnalisée – ou de contre-université.

Mais l'enseignement ne représentait qu'une partie de notre travail. Nous faisons avant tout de la recherche, et organisons de nombreux séminaires et débats, voyagions à l'étranger et invitions des gens nouveaux. Nous pratiquons une sorte de sociologie publique dans un environnement autoritaire !

**MB : Comment se fait-il que vous aviez tant de liberté sous une dictature ?**

**MAG :** Il faut souligner que les militaires ont essayé de tout contrôler. À la tête du Conseil de la FLACSO, par exemple, parce que c'était un organisme intergouvernemental, ils ont nommé un général. Ce général a été par la suite promu colonel et, plus tard, a même été nommé recteur de l'Université du Chili. Ils ont certes essayé de contrôler ces organismes, ainsi que l'Église catholique, mais c'était très difficile. Ils ont essayé de briser les relations que nous étions en train de nouer avec les mouvements sociaux, et après les deux ou trois premières années de forte répression, ils ont continué à censurer nos publications et les résultats de nos enquêtes. Mais lorsqu'ils ont mis en place le nouvel ordre économique néolibéral, ils ont eu besoin d'études de marché, et les enquêtes ont été à nouveau autorisées. Ils ont tenté de contrôler les questions qui étaient posées, mais d'une manière assez élémentaire et sans grand succès.

**MB : Au cours de vos travaux de recherche, avez-vous rencontré beaucoup d'obstacles pour collecter des données ?**

**MAG :** C'est une question intéressante. Vous savez, nous étions sous une dictature, et le gouvernement militaire manipulait à un tel point les données qu'elles n'étaient plus fiables. Il nous fallait produire nos propres données. Par exemple, à l'institut d'économie du CEPLAN, dirigé par Alejandro Foxley (qui par la suite allait être ministre des

>>

finances du gouvernement démocratique), il leur a fallu produire des comptes parallèles. Les chiffres publiés par le gouvernement étaient à ce point faussés que d'autres organismes ont dû établir leur propre indice des prix.

**MB : Voilà pour les données. Qu'en est-il de la théorie ? À cette époque-là, que pensiez-vous de la dictature et de son avenir ?**

**MAG :** Dans les années 60 en Amérique latine, un nouveau courant axé sur le marxisme était apparu dans les sciences sociales, un courant qui a gagné les universités et a remplacé la théorie de la modernisation. Mais la réalité de la dictature était quelque chose d'entièrement nouveau. C'est pourquoi nous avons commencé à rechercher d'autres systèmes de pensée. Et je dirais qu'à ce moment-là, l'approche de Gramsci s'est révélée très utile, en nous indiquant de nouveaux champs de réflexion. Elle a représenté une nouvelle ouverture sur les réalités, et un moyen de sortir de l'orthodoxie marxiste. Et puis cela a été une période importante pour la science politique qui était pratiquement inexistante, la sociologie ayant été jusque-là la science sociale par excellence. La sociologie n'est pas adaptée pour analyser les régimes politiques et étudier leur mode de fonctionnement ; elle l'est pour étudier les conditions sociales qui caractérisent ces régimes ou les acteurs sociaux qui s'y opposeront. Les sociologues sont donc devenus des spécialistes en politique, ce que nous appelons des « politologues ».

**MB : À vous entendre, il semblerait que vous étiez libres de faire ce que vous vouliez. J'imagine que vous écriviez également à ce sujet ?**

**MAG :** De fait, nous écrivions beaucoup, et nos écrits étaient publiés ici, au Chili. Dans les années 80, la FLACSO a créé une nouvelle collection, qui a publié mon ouvrage *El proceso político chileno*. Je vous ai donné un exemplaire de la traduction en anglais, *The Chilean Political Process*. Nous avons également nos propres revues, quoique certaines aient été interdites. En fin de compte, ces dictatures étaient des régimes autoritaires au sens que leur donnait Juan Linz, plutôt que des régimes totalitaires fascistes qui contrôlaient votre vie privée. Bien sûr, d'aucuns ont subi ce contrôle de leur vie privée, mais le régime n'est pas parvenu à contrôler les intellectuels, si ce n'est leurs interventions en public. Par exemple, nous n'étions jamais invités à la télé. Mais nous pouvions parler de nos travaux à la radio. Nous tenions des rubriques régulières dans nos revues. Nous apportions des arguments intellectuels à l'opposition, notamment parce que nos recherches se rapportaient au vécu des gens. En partant de ce qui s'était passé ailleurs, comme dans le cas de la transition démocratique en Espagne (1976), nous pouvions montrer quel type d'opposition était possible. Nous apportions notre expertise aux organisations étudiantes.

**MB : Au début de la dictature, apportiez-vous déjà des analyses critiques ?**

**MAG :** Oui, même à cette époque-là. Par exemple, quelques mois après le coup d'État, j'ai établi clandestinement le *Russell Tribunal Report* [Rapport du Tribunal de Russell] avec mes collègues qui avaient été expulsés de l'université. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'une action plus large, à l'échelle internationale, visant à dénoncer les crimes contre l'humanité en Amérique latine, et en particulier au Chili dans la mesure où le renversement d'Allende avait suscité tant d'intérêt et d'inquiétude à l'étranger. À cette époque-là, il n'y avait pas d'ordinateurs et nous avons dû diffuser des copies de notre rapport sur papier carbone !

Dans ce type de régime, il existait des espaces de liberté, certains protégés par l'Église, d'autres par des organismes internationaux, et il y avait ceux aussi qui n'étaient protégés par aucune institution parce que les militaires ne leur accordait pas d'importance. Je pense que le fait que le Parti démocrate-chrétien soit passé d'un soutien initial aux militaires au soutien de l'opposition a contribué à protéger les intellectuels de gauche. Tant et si bien que pour réprimer les intellectuels il fallait réprimer les démocrates-chrétiens, ce qui revenait à réprimer entre 50 et 70% de la population.

**MB : Qu'est-il advenu des idées socialistes pendant la dictature ?**

**MAG :** Beaucoup d'entre nous étions très engagés dans ce qui était désigné comme la « rénovation socialiste », qui visait à repenser la relation entre socialisme et démocratie – une sorte d'eurocommunisme. En nous intéressant au cas du Chili entre 1970 et 1973, sans pour autant nous laisser abuser par la rhétorique – car la rhétorique était résolument marxiste –, nous nous demandions ce qu'était véritablement le projet d'Allende. Il ne s'agissait pas d'une social-démocratie car la social-démocratie ne cherche pas à transformer le capitalisme. Dans ce sens, pour nous à cette époque être taxé de social-démocrate constituait une insulte. Plus tard c'est devenu le plus beau des compliments ! Il s'agissait plutôt d'une tentative de créer le socialisme dans un contexte de démocratie, sans aucun précédent au niveau historique ou théorique. Il n'y avait jamais eu jusque-là de marxistes élus démocratiquement à la tête de l'État ou d'un gouvernement, avec la volonté déclarée de réaliser une transition vers le socialisme.

**MB : Dès lors, quel sens donner à la défaite d'Allende ?**

**MAG :** Là encore, la spécificité de la gauche latino-américaine est importante. Ici nous avons des partis léninistes traditionnels qui ont interprété la défaite comme une défaite militaire. Bien sûr, ils avaient raison, nous étions face à une défaite militaire de la gauche mais aussi face à l'échec d'un projet, dû à l'incapacité à saisir ce que Al-

lende et l'Unité populaire (Unidad Popular) étaient en train de réaliser. Ils essayaient de faire deux choses : maintenir la démocratie et mettre en œuvre le socialisme. Mais avec quel système de référence ? Avec un système de référence léniniste ! Or cela est impossible car le projet supposait un double pouvoir, et le pouvoir du peuple était déjà, en partie, confondu au sein de l'État avec celui d'Allende.

**MB : Ce que vous voulez dire, c'est donc que la théorie léniniste ne correspondait pas au projet socialiste démocratique ?**

**MAG :** C'est cela. Le discours léniniste n'était pas adapté à ce projet, mais il a fait peur aux classes moyennes et aux autres aussi, avec des conséquences fatales. D'autre part, si l'on veut faire une révolution, c'est-à-dire un changement drastique et rapide du modèle socio-économique et politique, suivant la théorie léniniste, il faut une méthode révolutionnaire, c'est-à-dire un groupe qui s'empare du pouvoir, prend le contrôle de l'État et crée de nouvelles institutions et un nouvel ordre social, ce qui implique des violences et l'usage des armes.

**MB : Certes. Quelle est donc la théorie qui soutient le projet démocratique socialiste ? Qu'est-ce qui remplace la violence et les armes ?**

**MAG :** Une majorité socio-politique. Si vous avez la majorité politique – la majorité sociale et politique – dans un système démocratique, vous gagnez. Vous isolez les forces qui entendent détruire les institutions socialistes et restaurer le système capitaliste. La manière de créer une majorité politique est très différente d'un pays à l'autre. Si vous étiez argentin, je vous dirais de prendre le contrôle du parti péroniste ; prenez les rênes du parti péroniste et vous représenterez la majorité.

Au Chili, sans entrer dans les détails, on est en présence d'une société qui s'est formée après les années 30, sur la base d'une étroite relation entre les partis et les mouvements sociaux. Prenez par exemple le mouvement étudiant : il s'agissait d'une fédération dont les candidats apparaissaient sur différentes listes électorales. L'activité politique des étudiants correspondait à celle d'un mouvement de jeunesse du parti. Je ne veux pas dire par là qu'il y avait manipulation, mais une sorte d'imbrication, d'interconnexion qui signifiait que le mouvement étudiant n'était jamais séparé de la vie politique du pays. De manière plus générale, il n'y avait pas de classes sociales au sens strict, mais les catégories économiques déterminaient le rattachement aux partis.

**MB : Mais alors comment constituer une majorité politique ?**

**MAG :** Comment constituer une majorité ? Moyennant une coalition de partis. Et comment créer une majorité dans un

pays divisé entre trois grandes forces politiques – chacune étant à son tour divisée en plusieurs partis ? La droite comprenait les partis libéraux et conservateurs, puis dans les années 60, le Parti national. Le centre, pendant les années 30 et 40, était représenté par le Parti radical, plus tard remplacé par le Parti démocrate-chrétien. Et la gauche comprenait les communistes et les socialistes, mais aussi dans les années 60 d'autres partis minoritaires qui s'étaient éloignés du centre. Tant que la gauche n'a pas de majorité politique pour transformer la société dans son ensemble, il lui faut s'allier avec l'un des autres pôles, le centre plutôt que la droite. Aux élections parlementaires de 1973, Allende, ou plutôt l'Unité populaire, a obtenu 44% des votes, mais 44% en démocratie ce n'est pas une majorité.

**MB : Mais une coalition avec le centre revient à compromettre votre projet de transformation.**

**MAG :** Assurément. C'est le problème. Mais que dirait votre ami Gramsci ? On fait des concessions afin d'essayer de convaincre son allié, mais en ayant recours à la mobilisation et aux forces sociales, et non aux armes. C'est ça la politique. Cela a été la principale leçon de 1973. Pour transformer radicalement la société dans un cadre démocratique, et pour renforcer ce système démocratique, il vous faut avoir une majorité politique. La majorité électorale, c'est-à-dire un nombre de votes supérieur à celui de tout autre parti, ne suffit pas ; il vous faut une majorité socio-politique, qui se traduise par un score représentant plus de 50% des votants. Dans l'un de ses célèbres discours, vers 1974, Berlinguer (Secrétaire national du Parti communiste italien entre 1972 et 1984) disait : « Nous gagnerons les prochaines élections en Italie mais nous n'arriverons pas au pouvoir si la Démocratie chrétienne ne se joint pas à nous pour gouverner ». Pour réaliser de grandes transformations, il faut une majorité pour isoler les forces conservatrices, réactionnaires et militaires.

Donc, en résumé, pendant la période qui a suivi le coup d'État, nous avons travaillé pour mettre en œuvre ce que nous avons appelé la rénovation socialiste : créer un nouveau cadre de pensée théorique qui permette d'aborder la relation entre démocratie et socialisme. Cela impliquait de soulever le dilemme que vous avez mis en avant, mais le véritable débat a porté sur la justification d'une coalition avec les démocrates-chrétiens afin de lutter contre la dictature. Depuis 1980, le parti communiste s'est opposé à cette stratégie.

**MB : Dans la deuxième partie de cette interview, qui sera publiée ultérieurement, nous parlerons de l'incidence de cette stratégie « de la majorité » sur le renversement de la dictature et des limites qu'elle a établies pour le régime politique qui a suivi. En attendant, Manuel Antonio, je vous remercie de nous avoir livré ce passionnant témoignage sur la vie et la pensée sous la dictature. ■**

# > Contre toutes les inégalités

**Elizabeth Jelin**, IDES (Institut de Développement économique et social, Argentine), et membre du Comité exécutif de l'ISA (1986-1990)

**Elizabeth Jelin** est une sociologue argentine réputée pour ses travaux sur les droits de l'homme, la mémoire de la répression politique, la citoyenneté, les mouvements sociaux, les questions de genre et la famille. Elle est notamment l'auteure de *Los trabajos de la memoria* (2002 ; 2012 pour la nouvelle édition) [*Le travail de mémoire*], *Fotografía e identidad* (2010) [*Photographie et identité*], *Women and Social Change in Latin America* (1990) [*Les Femmes et le changement social en Amérique latine*]. Professeur invité dans de nombreuses universités, elle a également été membre de plusieurs conseils scientifiques internationaux, notamment le *Social Science Research Council*, l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, l'*Institute of Labor Studies* de l'Organisation internationale du Travail et l'ISA. Elle est actuellement membre du conseil scientifique du *Wissenschaftskolleg zu Berlin* et chercheuse auprès du CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Conseil argentin de Recherche scientifique et technique) et de l'IDES (*Instituto de Desarrollo Económico y Social*, Institut de Recherche économique et sociale) à Buenos Aires, et directrice de recherche en sciences sociales à l'Université nationale de Général Sarmiento. En 2013, elle s'est vu décerner la plus haute distinction scientifique en Argentine, le Prix national Bernardo Houssay, pour l'ensemble de sa carrière de chercheuse en sciences sociales.



Elizabeth Jelin.

**À** tout juste 16 ans, il me fallut choisir les études universitaires qui me mèneraient à une carrière professionnelle. L'Université de Buenos Aires était alors en pleine vague de modernisation, et j'ai opté pour le tout nouveau département de sociologie de la Faculté de Philosophie et de Lettres. À l'âge de l'adolescence, cela correspondait à un saut vers l'inconnu. Dans mon entourage, personne ne savait en quoi consistait la sociologie. Pourtant, la sociologie (ou plutôt une conception plus large des sciences sociales que celle de la discipline en elle-même) a bientôt fait partie intégrante de mon existence, et cela continue aujourd'hui. Nous vivions alors un moment historique particulier : les controverses et les débats politiques pour décider s'il devait ou non y avoir un enseignement privé en Argentine, étaient extrêmement vifs, et se prolongeaient jusque dans la rue. Je faisais partie de ceux qui militaient pour un enseignement public pour tous, gratuit et laïque. Depuis, ma vie privée, mes centres d'intérêt en tant que chercheuse, et mes engagements citoyens et politiques, ont été partie prenante de ma personnalité. Il m'est impossible de les dissocier, et je n'entends d'ailleurs pas les dissocier.

Après avoir fait mes débuts comme chercheuse à Buenos Aires, j'ai fait de la recherche et enseigné au Mexique, avant de poursuivre mes études de doctorat aux États-

>>

Unis. J'ai atterri à New York à la fin des années 60 : mai 68, les *open admissions* [inscriptions libres] à la CUNY [City University of New York], les manifestations contre l'invasion américaine au Cambodge (auxquelles j'ai participé alors que j'étais sur le point d'accoucher) et le début de la nouvelle vague de féminisme ont renforcé le sentiment que ma vie personnelle et familiale et mes convictions politiques sont totalement et inextricablement liées à mon travail de recherche.

Les inégalités sociales et les luttes pour l'égalité et la justice ont toujours été au cœur de mes préoccupations. Mes sujets et centres d'intérêt plus particuliers ont évolué en fonction des tendances et des questions du moment et, plus généralement, de la situation sociale : dans les années 70, je me suis surtout intéressée au mouvement des migrants vers les grandes villes d'Amérique latine, aux femmes des quartiers populaires en milieu urbain, aux inégalités hommes-femmes sur le marché du travail, aux mouvements et manifestations de travailleurs ; dans les années 80, aux nouveaux mouvements sociaux et aux luttes pour les droits civiques et les droits de l'homme pendant la période de transition politique en Amérique latine ; et dans la période plus récente, aux luttes pour la mémoire des violences et de la répression politiques, et plus largement aux répercussions des luttes pour les droits sociaux, économiques et culturels.

Je m'intéresse aux gens, j'étudie leurs pratiques au quotidien, du niveau le plus intime et personnel au niveau collectif et de l'espace politico-public – d'où mon intérêt de toujours pour la famille et les différentes structures d'aide sociale. J'étudie les significations et les sentiments qui sont liés à telle ou telle action de même que leur contexte institutionnel et structurel. J'aime aller au-delà des mots, en intégrant les langages visuels (en particulier la photographie) et les pratiques observées. L'un des fils conducteurs de mon travail est l'intérêt que je porte aux phénomènes sociaux analysés sous l'angle de la multiplicité des temporalités et des différents processus qu'ils incarnent. La capacité à mettre en rapport l'Histoire et les biographies, les rythmes et la vitesse du changement, les événements conjoncturels et la « longue durée », est à mon avis essentielle si l'on veut comprendre le monde social et imaginer des voies pour l'avenir.

Je trouve passionnant de voir d'autres personnes développer leurs capacités de réflexion, ouvrir leur esprit et leur cœur à des idées et des expériences jusque-là inconnues d'eux. Le plus beau compliment sur mon travail, c'est lorsqu'on me dit « cela m'a fait réfléchir ». Cela implique d'être toujours attentive à la façon dont mes étudiants vont passer du statut de jeunes universitaires à celui de chercheurs. Depuis des dizaines d'années, je consacre

une partie de mon temps et de mes efforts à suivre les étapes de la formation de jeunes chercheurs. La curiosité intellectuelle et l'expérience sont les ingrédients de départ ; puis vient le processus de découverte, où l'on apprend à formuler ses propres questions, à chercher des réponses originales, et à reconnaître que l'on s'appuie « sur les épaules » d'autres qui nous ont précédé. Recourir à des formules toutes faites ne suffit pas. Il n'est pas facile d'accompagner le développement de l'imagination intellectuelle sans pour autant imposer son point de vue ou exercer le pouvoir que confère l'ancienneté. Mes principaux outils consistent à dépasser l'individualisme et à rompre l'isolement, à encourager le dialogue horizontal et la collaboration. C'est ce que je me suis employée à faire lorsque j'ai coordonné le programme de formation de jeunes chercheurs sur « Les mémoires de la répression », en collaboration avec des universitaires de six pays d'Amérique latine. C'est là ma principale responsabilité en tant que professeure du programme de doctorat en sciences sociales, organisé conjointement par l'Université nationale de Général Sarmiento et l'Institut de Développement économique et social à Buenos Aires.

Voyageuse infatigable, j'ai vécu, enseigné et conduit des recherches dans beaucoup de régions du monde, que ce soit en Amérique du Sud et du Nord, en Europe ou ailleurs. Je vis et travaille à Buenos Aires, où je m'enrichis sans cesse au contact de gens du monde entier. À cet égard, mon objectif est clair : j'entends montrer à mes collègues des centres de pouvoir scientifiques de l'Occident dominant que la « périphérie » peut contribuer au développement des connaissances et à une circulation plus démocratique du savoir. À contre-courant de la configuration géopolitique actuelle, le défi consiste à développer des perspectives véritablement cosmopolites, ouvertes au-delà de notre pays à ce qui se passe ailleurs dans le monde. C'est d'ailleurs dans les pays de la périphérie que sont nés les travaux scientifiques cosmopolites, et là qu'ils ont été favorisés, car les chercheurs de la périphérie *doivent* connaître ce qui se fait dans le centre. Il leur faut également situer ce savoir « central » par rapport à leur propre environnement scientifique. À l'inverse, les universitaires du « centre » risquent de considérer *ipso facto* ce qui se fait chez eux comme universel, général, voire comme fondement théorique. À long terme, cette mentalité – trop souvent ancrée dans les institutions et les systèmes d'évaluation – a des répercussions extrêmement négatives, puisqu'elle revient à se priver d'une somme importante et utile de connaissances susceptible de contribuer à développer nos disciplines, et va à l'encontre des valeurs et des objectifs pouvant nous mener vers un monde plus juste. Il nous faut poursuivre nos efforts pour inverser ces déséquilibres et ces inégalités. ■

# > Le chercheur en sciences sociales historicisant

**Immanuel Wallerstein**, Université de Yale (États-Unis) et ancien Président de l'ISA (1994-1998)



Immanuel Wallerstein.

**J**e ne suis pas certain que la sociologie soit ma vocation. Au début de mes études à l'université, j'ai exploré l'ensemble des sciences sociales. Lorsque j'ai finalement décidé de me spécialiser en sociologie, c'est parce que j'ai eu le sentiment que la sociologie, en tant que structure organisationnelle, me limiterait moins que toute autre « discipline » universitaire. Maintenant, avec le recul, je pense que j'avais raison sur ce point.

J'ai ainsi intégré le département de sociologie de l'Université de Columbia, qui à l'époque (dans les années 50), se considérait – non sans raison – comme le centre de la sociologie mondiale. Je ne répondais pourtant pas vraiment à ce qu'on attendait d'un étudiant de Columbia. Je ne faisais pas ma thèse avec Merton ni avec Lazarsfeld. Je m'intéressais à l'Afrique, et étais le seul du département à m'y intéresser. Un jour, Paul Lazarsfeld m'a dit que j'étais le seul étudiant de licence qui ait entendu parler de la Révolution française. Il exagérait sans doute un peu, toujours est-il que cela donnait déjà une idée de la direction que j'allais prendre. Heureusement, mes qualités quelque peu ésotériques suscitaient une certaine perplexité parmi les hauts

La contribution d'**Immanuel Wallerstein** aux sciences sociales est marquée par un demi-siècle de livres et d'articles primés, à commencer, dans les années 60, par ses travaux sur le colonialisme et les luttes de libération nationale en Afrique. Par la suite, il s'est consacré à une étude historique approfondie de l'émergence du « système-monde moderne » et de la dynamique qu'il engendre. Dans les années 70, sa perspective du système-monde a permis de renouveler la sociologie par le biais d'une approche historique comparative. À travers son programme de recherche, il a contribué à créer un espace d'ouverture pour les sociologues d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie et, dans la même période, a collaboré avec des spécialistes issus d'autres disciplines afin de repenser la signification des sciences sociales. Il a voyagé sans relâche et travaillé dans une multitude d'organismes. Durant son mandat de Président de l'Association internationale de sociologie (1994-98), il a beaucoup fait pour associer des sociologues du monde entier, en particulier ceux originaires des pays du Sud global. En récompense de l'ensemble de ses contributions, il a été le premier à recevoir le Prix d'Excellence dans la Recherche et la Pratique qui vient d'être décerné par l'ISA.

responsables du département, ce qui fait qu'on me tolérait.

J'ai débuté comme enseignant à Columbia en 1958. En 1963, l'université recevait la première vague d'étudiants qui avaient servi dans le *Peace Corps* [organisation américaine de coopération avec les pays en voie de développement] – des étudiants qui s'étaient donc rendus dans ce que nous appelions à l'époque le tiers-monde et qui naturellement allaient s'intéresser à la vie politique et économique de pays autres que les États-Unis. Les cours que je donnais (seul ou en collaboration avec Terry Hopkins) étaient très appréciés de ces étudiants (ainsi que d'étudiants issus d'autres départements de sciences sociales).

Puis ce fut la révolte de 1968 dans les campus. Les étudiants de sociologie étaient en première ligne, et les jeunes professeurs étaient également très impliqués. La révolution-monde de 1968 n'a pas seulement profondément influé sur l'action politique de ceux qui y ont participé, elle a aussi changé leurs positions épistémologiques. J'ai traité de ce sujet dans un article intitulé « The Culture of Sociology in Disarray: The Impact of 1968 on US Sociologists »<sup>1</sup>. En

>>

1970-1971, j'ai écrit le premier volume de *The Modern World-System* [édité en français sous le titre *Le système du monde, du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours: 1. Capitalisme et Économie-Monde 1450-1640*, Paris : Flammarion, 1980]. À ce stade, je commençais à trouver l'étiquette de « sociologue » quelque peu inadaptée à l'image que je me faisais de moi-même. C'est à cette époque que j'ai commencé à me considérer comme un *historical social scientist*, un chercheur en sciences sociales historicisant.

La question de l'auto-description est progressivement apparue comme un problème de plus en plus important, et ce, de deux façons ou sur deux fronts. D'abord, cela concernait l'image qu'on avait de moi, en particulier en dehors des États-Unis. En Europe, et notamment en France où j'ai passé beaucoup de temps, lorsque des spécialistes analysaient telle ou telle de mes thèses, ils me qualifiaient autant d'historien, d'historien de l'économie, d'économiste ou d'une combinaison des trois, que de sociologue.

Mais c'est aux États-Unis que le problème s'est plus sérieusement posé. À l'instar de nombreux sociologues, j'ai soumis des projets de recherche à différentes fondations pour obtenir un financement. Je me suis heurté à un problème qui paraissait inhabituel, surtout lorsque je soumettais un projet à la *National Science Foundation*. Même quand mes travaux bénéficiaient d'un accord favorable de la direction, les comptes rendus qui en étaient faits étaient nettement contradictoires – deux étant extrêmement enthousiastes et deux totalement négatifs. Cela reflétait manifestement un clivage épistémologique substantiel concernant la définition d'une « vraie » science. Je me suis alors intéressé aux origines et aux paramètres de ce que j'ai commencé à qualifier de « structures du savoir ».

Je pense que ce travail m'a permis d'avoir une vision plus claire des disciplines (et par là, des « vocations ») entre lesquelles se répartit notre travail – leur contexte historique, leur validité, leur avenir. Par « disciplines », on désigne à mon avis trois choses distinctes : (1) une exigence intellectuelle d'autonomie pour une catégorie de phénomènes aux frontières relativement claires, de sorte que nos recherches se situent soit à l'intérieur soit à l'extérieur de ces frontières ; (2) des structures organisationnelles mises en avant par ceux qui revendiquent un domaine réservé et soutiennent leur revendication à un droit exclusif et primordial sur ce domaine réservé dans des organismes universitaires, des revues et des organisations nationales et internationales ; (3) une culture basée sur une communauté de références, de manières de travailler et de figures héroïques, que les organismes poussent les individus à respecter et à valider.

Dans le rapport de la Commission Gulbenkian<sup>2</sup> que j'ai présidé, nous avons soutenu que ces trois sens donnés aux disciplines ont été compatibles pendant une période qui allait globalement de 1870 à 1950 mais qu'après cela, s'est produite une disjonction, pour des raisons di-

verses. C'est ce qui a conduit à la situation actuelle, où les revendications intellectuelles antérieures concernant les frontières entre les disciplines sont vivement contestées, et où le travail réalisé sous le nom de telle ou telle discipline interfère considérablement avec le travail réalisé sous le nom d'autres disciplines. D'où une forte demande pour des travaux inter-/multi-/trans- (etc.) disciplinaires.

En même temps, ceux qui revendiquent le maintien au plan organisationnel de domaines réservés le font plus haut et fort que jamais, et résistent énergiquement à toute redéfinition des frontières. Quant aux « cultures » des différentes disciplines, elles ont moins évolué qu'on ne le dit souvent, comme en témoignent les références en bas de page des articles publiés dans les revues spécialisées.

Enfin, il y a ce qu'est devenu le système-monde dans lequel nous nous trouvons, que je qualifie d'économie-monde capitaliste. Je pense que nous sommes en présence de la crise structurelle de ce système, et ceci nous incite tous à nous intéresser de près aux issues possibles de cette crise structurelle. Je fais remonter le début de cette crise structurelle au moins à la révolution-monde de 1968, et je ne prévois pas de résolution de cette crise avant encore une vingtaine ou quarantaine d'années. C'est pourquoi j'ai beaucoup écrit sur cette crise structurelle, sur ses conséquences probables, et sur les choix moraux et politiques qu'elle implique.

Ainsi, lorsqu'on me demande quel type de travail je fais, ces dernières années je dis que mon travail se situe sur trois terrains différents. En premier lieu, j'essaie d'analyser le développement historique du système-monde moderne. En deuxième lieu, j'essaie d'analyser la crise structurelle dans laquelle se trouve actuellement ce système-monde. Et en troisième lieu, j'essaie d'analyser la crise au niveau des structures du savoir, laquelle fait partie de la crise structurelle du système-monde moderne mais requiert par ailleurs une analyse détaillée spécifique.

Ma vocation, c'est cette triple tâche. Et la meilleure façon de désigner cette vocation, et la plus succincte, est celle de chercheur en sciences sociales historicisant. Il n'en reste pas moins que j'ai fait un doctorat en sociologie et que toutes les fonctions que j'ai exercées à l'université l'ont été dans des départements de sociologie. Et bien sûr, j'ai été par ailleurs Président de l'Association internationale de sociologie. Je ne vois aucune nécessité de renoncer à ces affiliations organisationnelles, dans la mesure où je n'en vois pas d'autres plus appropriées. Et puis la sociologie, comme je l'ai déjà dit, est vraisemblablement plus tolérante à l'égard de mes positions que ne le seraient d'autres disciplines. ■

<sup>1</sup> Calhoun, C. (dir.) (2007). *Sociology in America: A History*. Chicago: University of Chicago Press, pp.427-437.

<sup>2</sup> Wallerstein, I. (coordinator) (1996). *Open the Social Sciences: Report of the Gulbenkian Commission on the Restructuring of the Social Sciences*. Stanford: Stanford University Press ; édité en français (1996) sous le titre *Ouvrir les sciences sociales*. Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales, présidée par Immanuel Wallerstein. Paris : Descartes & Cie.

# > Les journées de juin au Brésil

**Ruy Braga**, Université de São Paulo (Brésil) et membre du conseil d'administration du Comité de recherche sur les Mouvements ouvriers (RC44) et **Ricardo Antunes**, Université d'État de Campinas (Brésil)



*Au Brésil, les manifestations de juin témoignent à la fois des limites et de l'essoufflement du moteur de la croissance économique.*

**L**e mois de juin 2013 fera date dans l'histoire des révoltes sociales au Brésil. Lors de la première manifestation du 6 juin dernier à São Paulo, qui a rassemblé quelque 2000 personnes pour protester contre la hausse des prix dans les transports publics, les jeunes manifestants du *Movimento Passe Livre* (Mouvement pour la gratuité des transports, MPL) n'auraient jamais pu imaginer qu'ils étaient en train d'ébranler le pays dans des proportions qu'on n'avait pas vues depuis la campagne en faveur d'élections libres en 1984, lorsque le pays était encore sous l'emprise de la dictature militaire.

En effet, d'après un sondage réalisé par l'Institut brésilien de l'Opinion publique et des Statistiques, environ 6% de la population du Brésil est descendu dans la rue entre le 19 et le 23

juin pour manifester dans quelque 400 villes, dont 22 capitales d'État. Trois raisons principales sont à l'origine de cette vague de mobilisation populaire. Il y a d'abord l'essoufflement du modèle actuel de développement fondé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre flexible et bon marché, la création d'emplois et la redistribution des revenus. Deuxièmement, l'aggravation de la crise économique mondiale, qui a des répercussions négatives sur le régime actuel d'accumulation au Brésil, conduit à un ralentissement de la croissance économique. Enfin, l'agitation sociale latente qui a accompagné la croissance du produit intérieur brut (PIB) entre 2005 et 2010 s'est transformée en un large mouvement d'indignation populaire, qui s'est propagé dans la rue au cours des derniers mois.

Le premier mandat de Lula a été marqué par une politique éco-

nomique orthodoxe et s'est achevé par un retentissant scandale de corruption. Ceci a contraint le gouvernement à opérer un changement d'orientation, qui l'a conduit à une nouvelle augmentation des dépenses sociales, à une hausse du salaire minimum supérieure à l'inflation, et à un développement du crédit populaire. Ainsi que l'a démontré le politologue André Singer, cette stratégie a contribué à assurer le soutien électoral des couches les plus pauvres de la population brésilienne au modèle de régulation économique mis en œuvre par Lula.

Par ailleurs, pour faire face au poids croissant de la dette publique et retrouver le soutien de secteurs importants de la classe ouvrière, le gouvernement fédéral a pris des mesures en faveur de la réglementation du marché du travail. Cela a permis de doter les

>>

travailleurs d'un meilleur niveau de protection sociale. L'accélération de la croissance économique des dix dernières années, stimulée par la hausse du prix des matières premières brésiliennes, a rendu possible la conjonction d'une augmentation des dépenses sociales et d'un développement de la protection des travailleurs.

C'est pourtant à ce moment-là que sont progressivement apparues au sein du système hégémonique actuel certaines tendances cachées mais déterminantes. En fin de compte, indépendamment des progrès réalisés dans le domaine de la réglementation du travail, d'un marché du travail dynamique et de réelles avancées en termes de salaire minimum, le modèle de développement actuel a également entraîné l'augmentation du nombre d'accidents du travail, l'intensification du turnover des employés, un taux plus élevé d'externalisation de la main-d'œuvre, une flexibilité accrue du temps de travail ainsi qu'une certaine baisse de l'investissement dans les transports publics, la santé et l'éducation.

Cette autre facette du modèle économique a encouragé une agitation sociale chronique parmi les travailleurs, en particulier parmi les jeunes – des ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés, non syndiqués et sous-payés. Il ne faut pas oublier qu'au cours des dix dernières années, 94% des emplois qui ont été créés sur le marché formel du travail sont rémunérés moins d'une fois et demie le salaire minimum (environ 450 dollars US).

Étant donné que 65% des emplois formels étaient occupés par des jeunes de 18 à 28 ans, on comprend pourquoi l'agitation sociale provoquée par l'essoufflement du modèle actuel de développement a

surtout concerné ce groupe, et l'a amené à jouer un rôle déterminant au début des Journées de Juin. Suivant une étude réalisée par le cabinet de conseil Plus Marketing pendant la manifestation du 20 juin 2013 à Rio de Janeiro, 70,4 % des manifestants avaient un emploi et 34,3 % avaient une rémunération inférieure au salaire minimum. Si on leur ajoute ceux qui gagnent jusqu'à trois fois le salaire minimum (30,3%), alors plus de 64% du million de personnes qui sont descendues dans la rue à Rio de Janeiro font partie de ce prolétariat urbain en situation précaire.

En outre, on a pu constater depuis au moins 2008 une nette augmentation du nombre de grèves à travers le pays. D'après des informations mises à jour du Département Intersyndical de Statistique et d'Études socio-économiques (DIEESE), après 2010 le nombre de grèves a augmenté dans de telles proportions que les périodes d'arrêt en 2012 ont été 75% plus longues qu'en 2011, atteignant un pic qui n'a été dépassé que dans les années 1989 et 1990. La conjonction d'un ralentissement de la croissance économique et d'un marché du travail resté dynamique permet d'expliquer cet important phénomène.

En réalité, le mouvement politique multiforme que nous observons dans la rue diffère sensiblement d'autres mouvements qui se sont produits dans l'histoire récente du Brésil. On peut en outre constater une évolution du profil des manifestants : au début, il s'agissait d'étudiants et de travailleurs qui employaient les transports publics et qui, par le biais du MPL, ont organisé depuis 2005 des manifestations dans différentes grandes villes comme Florianópolis, Porto Alegre, Vitória ou Salvador, en plus de leurs activités dans des

mouvements de jeunes liés aux différents partis d'extrême gauche. Leur nombre a progressivement augmenté et, après la violente répression par la police de la manifestation du 13 juin dans la ville de São Paulo, la vague de contestation s'est étendue jusqu'à atteindre les banlieues de la ville, où la mobilisation d'une masse populaire de jeunes a abouti au blocage de plusieurs routes. Par la suite, cette masse de jeunes et de travailleurs précaires a attiré la classe ouvrière traditionnelle : le 11 juillet, quelque 3 millions de personnes ont participé à la grève générale qui a paralysé les principales capitales d'état du pays.

Tout compte fait, ces grèves et ces manifestations ont détruit le mythe selon lequel le Brésil était un pays de classes moyennes, en voie de devenir la cinquième puissance économique du monde – un pays où la majorité de la population approuve ses dirigeants et le modèle de développement actuel. Le cycle de mobilisations en cours a révélé l'existence d'un malaise profond face à ce modèle de développement, et le mouvement de protestation risque par conséquent de durer assez longtemps.

On observe aujourd'hui une inquiétude grandissante concernant la contradiction entre, d'un côté, la reprise du cycle de privatisations, comme en témoigne la récente privatisation de ports, d'aéroports et d'autoroutes fédérales, et d'un autre côté, les revendications de la population en matière de droits universels dans des domaines comme la santé, l'éducation ou les transports publics. Autrement dit, suivant la formule reprise sur de nombreuses pancartes dans les manifestations des Journées de Juin : « Ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de droits ! ». ■

# > Les limites de la « réfolution »

Asef Bayat, Université de l'Illinois à Urbana-Champaign



| *Le président Morsi face aux militaires.*

**L**a libération de l'ex-président Hosni Mubarak le 22 août 2013 a marqué un tournant : celui d'un retour de la contre-révolution qui était probablement en préparation depuis le jour qui a suivi la démission de Mubarak le 11 février 2011 et qui a atteint son apogée le 3 juillet 2013 lorsque le général al-Sissi a évincé par un coup d'État le président élu Mohamed Morsi, l'homme fort du mouvement islamiste des Frères musulmans. Les militaires

ont abrogé la constitution et installé un gouvernement civil intérimaire afin d'organiser de nouvelles élections présidentielles et parlementaires et le vote d'une nouvelle constitution. Les généraux ont commencé par réprimer les Frères musulmans rebelles au cours d'un violent affrontement qui a fait plus de 1000 morts (dont 100 policiers). Face aux Frères musulmans en repli et à une opposition « libérale-laïque » en déroute, les partisans de Mubarak exultaient et sont passés à l'offensive

>>

dans les médias, dans les rues, et au niveau des institutions de l'État. Un mélange outrancier de national-chauvinisme, de désinformation et d'auto-satisfaction a alimenté leur fantasme de restaurer l'ancien régime. La vieille garde – des officiers de sécurité, des chefs des services de renseignements, d'importants hommes d'affaires et des responsables de médias – a repris des couleurs. Très vite, la surveillance des Frères musulmans s'est étendue à la poursuite de toute personnalité connue soupçonnée de défier la nouvelle autorité – notamment parmi les proches des mouvements de gauche, libéraux et révolutionnaires. Même Mohamed El-Baradei, l'ex vice-président du nouveau gouvernement, n'a pas été épargné. Les révolutionnaires (ces groupes dispersés qui avaient lancé et mené la révolte du 25 janvier 2011 pour demander « pain, liberté et justice sociale ») regardaient avec stupéfaction la contre-révolution en marche.

Comment ce retournement de situation a-t-il pu se produire après plus de deux ans de lutte révolutionnaire ininterrompue ? Si les révolutions sont porteuses de profonds changements, toutes contiennent en même temps les germes de la contre-révolution qui attendent l'occasion de se manifester ; mais la contre-révolution réussit rarement, essentiellement parce qu'elle manque de soutien populaire. Le tristement célèbre 18 brumaire de Louis Bonaparte n'a pas duré longtemps, et la Révolution française a repris le dessus. Les révolutions de 1848 en Europe ont réussi à contenir la vague des redoutables contre-révolutions de même que les nouvelles démocraties ont vaincu l'ordre ancien en l'espace de deux décennies. Au XX<sup>e</sup> siècle, les intrigues internes et les guerres menées à l'échelon international contre les révolutions en Russie, en Chine, à Cuba et en Iran ont échoué, même si elles ont conduit ces révolutions vers plus de méfiance et de répression. Aux Philippines, les tentatives de coup d'état militaire contre le gouvernement de Cory Aquino, après la « Révolution du Peuple » des opposants à Marcos en 1986,

ont toutes été neutralisées. Ce n'est qu'au Nicaragua, après l'expérience de politique démocratique qui a suivi la révolution de 1979, que la contre-révolution a gagné par la voie des urnes ; la guerre des contras, soutenue par les États-Unis, a sévèrement miné le gouvernement révolutionnaire sandiniste, assurant ainsi en 1990 la victoire électorale de la candidate de droite Violeta Chamorro.

Mais en Égypte la tournure qu'ont pris les événements n'était pas si surprenante que cela. L'Égypte, la Tunisie, le Yémen, ainsi que je l'ai fait observer par ailleurs<sup>1</sup>, n'ont pas connu de révolution au sens qu'on lui donne au XX<sup>e</sup> siècle d'une réorganisation rapide et radicale de l'État ; au lieu de cela, ces pays ont expérimenté des « révolutions », c'est-à-dire des révolutions qui allaient dans le sens de réformes des institutions étatiques en place, au travers de ces institutions elles-mêmes. Tout au long d'une trajectoire qui paraît paradoxale, les révolutionnaires ont bénéficié d'un important soutien populaire, mais il leur a manqué un pouvoir d'action sur l'administration ; ils ont exercé une incroyable hégémonie mais n'ont pas pu vraiment légiférer, en conséquence de quoi ils ont dû, pour changer les choses, s'appuyer sur les institutions en place (par exemple, les ministères, le système judiciaire, les forces armées). Bien sûr, il était naïf d'attendre de ces institutions, qui défendent des intérêts particuliers profondément enracinés, d'accepter de changer, et encore moins de s'autodétruire. Elles se sont au contraire maintenues dans une attitude de défi, attendant une opportunité pour contre-attaquer. Les révolutionnaires ont rapidement pris conscience de leur handicap, mais ne pouvaient pas faire grand-chose à part organiser des manifestations de rue héroïques, car il leur manquait une organisation solide et cohérente, un leadership puissant et surtout un pouvoir coercitif auquel ils auraient pu recourir en cas de besoin.

Ainsi, tandis que les révolutionnaires non-islamistes étaient rapidement

marginalisés, les Frères musulmans, fortement organisés, leur ont succédé pour former un gouvernement en gagnant les élections avec une très faible majorité. Mais ils ont échoué à satisfaire les revendications de la révolution de « pain, liberté et justice sociale ». Au lieu de cela, ils se sont préoccupés en priorité de consolider leur propre pouvoir, même si cela impliquait de se compromettre avec les institutions situées au « cœur de l'État », comme la police et les services de renseignement, qui en fait nécessitaient un remaniement profond. Ils ont utilisé la religion pour justifier les lois, rêvé d'« islamiser » l'État, poursuivi une politique économique néolibérale, et montré une remarquable incapacité à gouverner. Déjà méprisés par les nombreux partisans de Moubarak, les Frères musulmans ont rapidement perdu la sympathie d'un grand nombre de gens ordinaires qui avaient soutenu l'élection de Morsi à la présidence. À la fin de sa première année de mandat, le président Morsi et ses acolytes étaient considérés comme un obstacle au renforcement de la révolution. Ainsi, l'opposition au pouvoir des Frères musulmans a dans la pratique conduit à « allier » les révolutionnaires anti-Moubarak et les contre-révolutionnaires partisans de Moubarak, qui ensemble avec des millions d'Égyptiens ordinaires désenchantés, ont participé à la rébellion du 30 juin. Le mouvement *tamarod* (mouvement de « rébellion ») a servi de catalyseur pour rendre possible « l'alliance » entre ces étranges compagnons. Les activistes de ce mouvement ont, des mois durant, travaillé sans relâche pour organiser le rassemblement de ces forces dissidentes le jour du 30 juin, affirmant avoir recueilli quelque 22 millions de signatures de défiance réclamant la démission du président Morsi.

Le désaccord profond entre les « alliés » et l'absence d'un leadership unifié et puissant ont encouragé les militaires à profiter de la situation pour étendre leur pouvoir et s'immiscer comme leaders de la « révolution anti-Morsi ». À l'époque, de nom-

breux Égyptiens ont considéré l'intervention de l'armée comme une nécessaire « coercition révolutionnaire » pour éliminer le principal obstacle, c'est-à-dire les Frères musulmans au pouvoir, qu'ils estimaient responsables d'avoir conduit la révolution à l'impasse. Mais ils pouvaient difficilement imaginer ce que les généraux et leurs partenaires contre-révolutionnaires feraient après le 3 juillet. Les comptes rendus des cercles de militaires et des contre-révolutionnaires qui soutenaient le *tamarrod* avec l'intention de chasser Morsi ne devraient pas faire perdre de vue la vraie et considérable divergence que le pouvoir des Frères musulmans avait fait émerger. Il y a une différence entre ce que les leaders du *tamarrod* avaient en tête, et l'idée populaire de *tamarrod* qui a saisi l'imagination de millions d'Égyptiens ordinaires avant la rébellion du 30 juin. Au hasard d'un de mes entretiens avec les gens dans la rue, j'ai parlé à un homme, père de quatre enfants et mécanicien sur les bateaux de tourisme, qui, parce qu'il avait perdu son travail, avait laissé sa famille à Assouan, une ville située au sud, pour venir travailler au Caire. En colère contre Morsi, il m'a confié que les Frères musulmans n'avaient pas « l'esprit nécessaire pour diriger le pays » ; « ils disent que le tourisme est *haram* [non autorisé], ou que les étrangers devraient rentrer chez eux ». Les Frères, a-t-il poursuivi, « sont terribles ; mais ce jour du 30 juin sera leur dernier jour ; les gens vont sortir dans la rue pour les renverser ». Ces propos datent du 9 juin, trois semaines avant la journée du 30 juin. Les Frères ont bien été

renversés, mais ce sont les militaires et les contre-révolutionnaires qui en sont sortis triomphants.

Les militaires ne visaient pas que les Frères musulmans, mais aussi la révolution *en soi*. De même que la vieille garde de Moubarak, ils ne se sont jamais faits à l'idée même de révolution – l'idée que l'Égypte avait changé, que de nouveaux acteurs, sentiments et manières de faire avaient fait leur apparition, et que ces changements pourraient bien menacer les hiérarchies établies opposant les dirigeants aux dirigés, les riches aux pauvres, les cheikhs aux laïcs, les hommes aux femmes, les vieux aux jeunes, ou les professeurs aux étudiants. Afin de réaffirmer son pouvoir, la vieille garde a déjà intensifié les sentiments nationalistes, mais elle n'hésitera pas à avoir recours à une religion traditionaliste (même de type salafiste) en même temps qu'elle pratiquera une politique économique néolibérale et redéploiera sa trinité idéologique – Morale, Marché et Militarisme.

Est-ce que cela aurait pu être évité, sachant que la contre-révolution était déterminée à reprendre le pouvoir ? Si les Frères musulmans avaient été réellement ouverts, et disposés à collaborer avec l'opposition non-islamiste pour former une coalition révolutionnaire, et si l'opposition non-islamiste avait été disposée à reconnaître la victoire électorale des islamistes malgré leur non-libéralisme, comme partenaires dans un régime représentatif élargi, les événements auraient pu prendre une autre tournure. En effet, un équilibre possible

des forces entre les islamistes élus, l'opposition non-islamiste et une vieille garde tempérée, aurait pu par défaut générer un espace pour débattre de questions comme la citoyenneté, les libertés civiles, et les droits et responsabilités – un espace où les parties auraient pu apprendre, en les pratiquant, les règles du jeu démocratique. Bien sûr, il est peu probable qu'un tel régime politique ait su répondre aux puissantes revendications de justice sociale, mais les classes subalternes auraient pu se mobiliser plus facilement que sous le régime de la contre-révolution.

Cela peut ressembler à une spéculation abstraite, mais elle concerne directement la Tunisie. Le parti Ennahda au pouvoir en Tunisie pourrait mieux défendre ses intérêts s'il était plus ouvert dans ses rapports avec l'opposition laïque, et disposé à reconnaître les préoccupations de l'opposition en matière de défense des droits civils et des droits individuels. Et les forces laïques qui se sont opposées à Ben Ali garantiraient mieux leur nouvelle liberté si elles acceptaient dans la sphère publique tunisienne le parti religieux Ennahda comme un acteur de la vie politique, voire comme un partenaire. Une contre-révolution populiste, si elle réussit, pourrait réduire à néant non seulement l'Islam politique mais aussi l'intelligentsia laïque qui vient juste de se rétablir de la « mort politique » qu'elle a connue sous le régime policier de Ben Ali. ■

<sup>1</sup> Bayat, A. (2013) "Revolution in Bad Times." *New Left Review* 80: 47-60.

# > La rue contre l'État

**Mohammed A. Bamyeh**, Université de Pittsburgh (États-Unis), et rédacteur en chef de l'*International Sociology Reviews* de l'ISA



Au Caire, l'art urbain est omniprésent et résolument politique. Ici, une peinture murale relie les luttes de l'Égypte ancienne aux portraits des martyrs d'aujourd'hui.  
Photo de Mohammed Bamyeh.

La première grande phase de la révolution égyptienne est terminée : la période entre le 11 février 2011 et le 14 août 2013 délimite clairement cette phase. Elle commence par l'effondrement apparent de l'ancien régime. Elle se termine par le retour de ses partisans, assoiffés de vengeance, mais moyennant un revirement : ils prétendent désormais agir au nom de la révolution. Le bref passage au pouvoir des Frères musulmans a suscité un mécontentement croissant chez une apparente majorité de la population. L'armée s'est appuyée sur ce mécontentement pour intervenir et déposer le premier président démocratiquement élu de l'histoire de l'Égypte.

Cependant, il n'est pas du tout évident que les gens ordinaires qui ont soutenu le renversement de Morsi aient voulu le bain de sang du 14 août – lorsque l'armée a exterminé deux camps pro-Morsi, faisant près de 1000 morts – ou les deux massacres de moindre ampleur qui ont précédé. Il n'est pas plus évident qu'ils aient voulu que l'armée tente de contrôler le pays encore plus fermement que sous Moubarak, comme elle semble vouloir le faire aujourd'hui. En fait, il n'y a rien au cours des 30 années de l'ère Moubarak qui rappelle les atrocités commises par le régime militaire actuellement au pouvoir. On n'avait pas non plus assisté sous l'ère Moubarak à une telle uniformisation d'une presse aux ordres du régime. Les deux tiers

>>

des provinces sont maintenant gouvernées par des militaires de haut rang ou par des officiers de la police. Le plus incroyable c'est la façon dont l'appareil de sécurité de l'ancien régime est à ce point revenu en force, alors même qu'il y avait eu pendant deux ans et demi peu d'indices de ce retour. C'est comme si l'ancien régime avait été simplement dissimulé si profondément sous terre que personne ne pouvait soupçonner qu'il existait encore, afin de pouvoir ressurgir avec tout son potentiel meurtrier au moment approprié. C'est un appareil qui prospère à partir de la violence : il a tout fait pour encourager les opposants à recourir à la violence, afin de justifier le plein usage des forces de sécurité.

Cependant, la dynamique complexe de la révolution égyptienne ne peut pas être résumée en termes de lutte pour le pouvoir d'État. En effet, l'essentiel de l'énergie révolutionnaire depuis janvier 2011 a été plus dirigée contre l'État que vers la recherche d'un leader ou d'un parti pour le prendre en charge. Cette démarche populaire, qui s'appuie sur une tendance ordinaire à l'anarchisme<sup>1</sup> n'a été comprise ni par les partis politiques organisés ni par les militaires – les forces qui se sont battues pour prendre le contrôle de l'État. En effet, l'une des caractéristiques de la révolution égyptienne dont on a le moins parlé est le double fondement de son dynamisme : d'une part, il y a le dynamisme de la rue, qui n'est dirigé par aucune force mais prend sa source dans les anciennes techniques de survie en dehors et en dépit des contraintes de l'État. D'autre part, il y a les forces organisées – en particulier les Frères musulmans et l'armée, mais aussi les partis libéraux organisés – qui ne voient dans le dynamisme de la rue qu'une opportunité pour mettre en œuvre leur propre programme, et non une grande fête révolutionnaire qui annoncerait une nouvelle ère et de nouveaux modes de pensée. En fait, on est frappé par la médiocrité intellectuelle de l'élite politique égyptienne, mise en évidence par la composition sclérosée de l'actuel gouvernement, par sa feuille de

route sans horizon vers la démocratie (feuille de route qui avait déjà été proposée presque à l'identique par le président qui vient d'être destitué), par le caractère illisible des médias qu'elle soutient, et par les innombrables soi-disant théories de la conspiration qu'elle a propagées pendant la crise.

La révolution égyptienne, comme tous les récents soulèvements dans le monde arabe, a été en grande partie un mouvement initié par des individus ordinaires. Par « ordinaires » j'entends des individus qui n'avaient pas d'engagement idéologique défini et n'appartenaient à aucun parti, et aussi ceux qui avant janvier 2011 n'avaient pratiquement jamais participé à des manifestations de rue et n'avaient que rarement voté aux élections. Ces révolutions des gens ordinaires ne s'appuyaient pas sur une orientation dictée par des leaders charismatiques appartenant à des organisations hiérarchisées. Aux participants il a été dit que le petit peuple est maintenant l'agent de son propre destin. Mais alors que cette nouvelle approche a ouvert la voie à une culture de l'engagement considérablement plus riche, qui s'est accompagnée d'une grande créativité artistique et de la tenue un peu partout de débats et d'échanges très animés, elle n'a, en revanche, pas généré d'État reflétant ce dynamisme social venu d'en bas, ou du moins s'en inspirant. Il semble que ce que la majeure partie des Égyptiens ordinaires attendaient de leur révolution, c'était un État qui les comprenne plutôt qu'un État qui se limite à les diriger. Mais l'État égyptien a rarement été gouverné pour répondre à cette attente, et après le massacre d'août, il est encore plus loin de tels espoirs.

Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir en Égypte exploitent une atmosphère impitoyable de polarisation, qui a été à l'origine même du massacre d'août. C'est un contexte qui non seulement tend à profiter à tout gouvernement qui promet d'être suffisamment fort pour protéger un camp contre un autre, mais aussi favorise une politique essentiellement

entendue comme l'art d'éliminer l'adversaire. Cette logique a donné lieu à de nombreux affrontements qui ont préparé le terrain pour le carnage à grande échelle du 14 août : un crime contre l'humanité, justifié par « la volonté du peuple ». Le parti Wafd, parmi d'autres forces libérales, a immédiatement avalisé cet acte horrible, au prétexte que les forces de sécurité avaient simplement pris en charge la mission que leur avait déléguée « le peuple », qui est supposé avoir viré de bord le 26 juillet afin de soutenir la demande du général Sissi de lui donner un mandat pour combattre le « terrorisme » (terme qui pour lui semble avoir englobé près d'un tiers de la population).

Mais même si ce qui est arrivé le 14 août avait été la volonté du « peuple », cela resterait un crime contre l'humanité. Un tel crime se prépare toujours de la même façon : en déshumanisant l'ennemi – ce que les médias et certains intellectuels égyptiens n'ont cessé de faire –, de telle sorte qu'un bain de sang paraisse justifiable et rationnel. En second lieu, ce crime requiert une approche particulière de la vie politique : la croyance que la politique, c'est l'art d'éliminer – totalement – ses ennemis. Et en troisième lieu, la croyance qu'une telle tâche peut être réellement accomplie. Ces trois façons de penser ont été abondamment défendues dans la période récente. Mais particulièrement depuis le 3 juillet, j'ai entendu des ennemis des Frères musulmans dire que le moment était venu d'en finir une fois pour toutes avec ce mouvement. Ainsi, un crime contre l'humanité est en fin de compte vécu comme une fatalité : la croyance qu'un petit bain de sang va résoudre un problème que l'on n'a pas envie de comprendre. Si les révolutions sont déclenchées par la raison, comme Herbert Marcuse l'avait déjà dit en 1940, elles sont défaites par la croyance en une fatalité, dont elles doivent, à leur tour, être sauvées. ■

<sup>1</sup> Cf. Bamyeh, Mohammed A. (2013) "Anarchist Method, Liberal Intention, Authoritarian Lesson: The Arab Spring between Three Enlightenments." *Constellations* 20(2): 188-202.

# > De l'insulte à l'insurrection

Polat Alpman, Université d'Ankara (Turquie)



L'Homme Talcid, du nom du médicament employé pour apaiser les brûlures d'estomac provoquées par les gaz lacrymogènes, est devenu l'un des nombreux symboles des protestataires du Parc Gezi.

**E**n Turquie, ce n'est pas la première fois, mais la troisième fois que le conservatisme islamique arrive au pouvoir, gagnant à chaque fois un soutien plus large. C'est par la voie politique qu'il est parvenu au pouvoir et a pu étendre sa domination dans la sphère tant sociale que culturelle. Il tente de mettre fin à la tutelle de l'armée turque et, par le biais de réformes économiques et politiques, de sortir d'impasses comme la question kurde ou la question du voile. Il présente l'Union européenne comme un idéal, et grâce à sa gestion psycho-économique, fait de la Turquie une terre d'accueil pour les investisseurs internationaux dotée d'une politique étrangère efficace dans la région.

Au fil des années, le régime a gagné le soutien de la majorité de la population, et cela l'incite désormais à organiser la vie sociale à son image. L'influence politique de l'armée turque a bel et bien diminué mais la police, qui a été renforcée, est de plus en plus perçue comme une organisation travaillant dans le seul intérêt du gouvernement. Les milieux universitaires et les médias ont été censurés (ou se sont autocensurés). Un curieux discours sur le « grand homme » et sur sa politique de « gentleman »<sup>1</sup> est régulièrement utilisé.

Toujours est-il que le mécontentement s'est accru, caractérisé par la colère inexprimée des victimes de la rénovation urbaine, l'usage oppressif de la sous-traitance et l'absence d'améliorations concrètes pour la majorité de la population, malgré un soi-disant regain économique. Dans les prisons, des détenus se mettent en grève de la faim pour réclamer le droit d'assurer leur défense juridique dans leur langue maternelle. L'interdiction d'accéder à la place Taksim pour les fêtes du Premier Mai, sous des prétextes fallacieux, a suscité chez beaucoup la colère, tout comme la construction d'un troisième pont à Istanbul qui portera le nom de Yazuv Sultan Selim, le sultan ottoman qui fit massacrer un grand nombre d'alévis. Et puis il y a aussi des questions que le gouvernement refuse de soulever, telles que les violences constantes, les actes de torture, les viols dont sont victimes les enfants kurdes dans la prison de Pozanti, le massacre de villageois kurdes à Roboski

>>

(Uludere) en 2011, ou les attentats à la bombe « terroristes » de mai 2013 à Reyhanli.

Les incidents du parc Gezi ont commencé comme une simple protestation. Il n'empêche, pour le Premier ministre, il s'agissait d'une provocation idéologique reposant sur une conspiration fomentée à la fois en interne et de l'étranger. Dans les faits, c'est sa soif démesurée de pouvoir et son refus de faire les compromis qui s'imposent dans une démocratie qui ont provoqué une réaction de la rue à sa politique. L'escalade dans le conflit qui a commencé le 31 mai aurait pu être évitée si le Premier ministre n'avait pas taxé les manifestants de « vandales » et d'« agents au service d'intérêts particuliers ». Il aurait été beaucoup plus facile de parvenir à un accord s'il n'avait pas constamment pointé du doigt les manifestants, en les désignant comme l'ennemi public, et si des manifestants n'avaient pas été tués par les forces de police.

Le 1<sup>er</sup> juin, des gens ont déferlé en masse sur les baricades dressées par la police, sont entrés dans le parc Gezi et de là, ont fait entendre leur voix dans le monde entier. La police a battu en retraite et abandonné le parc, qui s'est alors transformé en une sorte de festival où tout un chacun pouvait exprimer ses doléances. Une nouvelle culture de la résistance était née, avec son sens de l'humour, ses graffitis et son recours généralisé aux médias sociaux. Les mouvements féministes et LGBT [lesbien, gai, bisexuel et transsexuel] ont été particulièrement présents, dénonçant les discours sexistes par le biais de slogans comme « n'injuriez pas les femmes, les gays, les prostituées » ou « résiste obstinément mais sans injurier ».

Le samedi 15 juin, le Premier ministre a organisé un meeting à Ankara, soi-disant pour révéler les « intérêts particuliers » et les forces subversives qui étaient à l'œuvre derrière les incidents du parc Gezi. Il a annoncé que le jour suivant il y aurait un grand meeting à Istanbul

et que le parc Gezi devait donc être évacué immédiatement. L'assaut qui a suivi, par des forces de l'ordre équipées de bombes lacrymogènes, de canons à eau et de matraques, a tourné au fiasco. Comme c'était un week-end, le parc ressemblait à une fête foraine, débordant d'enfants, de personnes âgées et d'handicapés, qui ont tous été stupéfiés de cette soudaine invasion à coups de bombes lacrymogènes. Fidèle à sa promesse, le Premier ministre a débarqué le jour suivant dans un Istanbul purgé, pour y tenir son meeting, indifférent aux hôpitaux emplis de blessés et même de morts et aux nombreux activistes qui avaient été placés en détention.

La résistance s'est poursuivie. Les protestataires se rassemblent dans le parc Gezi ou dans d'autres jardins pour organiser des forums sur la politique du gouvernement et l'avenir de la ville. Ils ont créé un langage, une culture et une conscience urbaine qui leur sont propres. Le mouvement a réclamé que le gouvernement protège les communautés ethniques et considère la société dans sa pluralité plutôt que simplement à l'aune d'une majorité. Il réclame des droits sans restriction à la liberté d'expression et d'association.

Étant donné que les actions au parc Gezi sont passées de la protestation à l'émeute et, à présent, de l'émeute à la résistance, elles se sont transformées en un mouvement social particulièrement influent, qui lutte pour qu'un pouvoir personnel soit remplacé par des institutions démocratiques plus solides. Parallèlement à ces revendications, les protestataires attirent l'attention sur le problème kurde. Tous attendent de voir comment le gouvernement va traiter ces questions et s'il est capable de changer d'orientation. ■

<sup>1</sup> Recep Tayyip Erdogan est souvent qualifié de « gentleman », en référence implicite à sa gestion personnelle des affaires de l'État.



« Vivre comme un arbre, seul et libre,  
vivre en frères comme les arbres d'une forêt,  
ce rêve est le nôtre »

## Nazim Hikmet

**I**l n'est pas facile d'exprimer notre sentiment sur ces deux mois de résistance de juin et juillet 2013, si exceptionnels et stimulants non seulement pour la Turquie mais aussi pour le monde entier. Le fameux slogan « Everywhere is Taksim, everywhere is resistance » (« Partout c'est Taksim, partout c'est la résistance ») est devenu un slogan célèbre repris à de multiples occasions et dans de multiples langues. Nombreux sont ceux qui, animés par des considérations d'ordre environnemental et urbain, se sont rassemblés pour protester contre la démolition à Istanbul du parc Gezi, près de la place Taksim. Personne n'imaginait cependant que cette défense de « deux ou trois arbres » mènerait à un vaste mouvement de lutte pour l'émancipation et la dignité.

On peut cependant difficilement affirmer que ce mouvement n'était qu'une réaction d'opposition à la destruction du parc. Il a plus exactement été provoqué par certaines déclarations du Premier ministre sur la vie privée des jeunes et des femmes, et par les restrictions imposées à la liberté d'expression et aux droits de l'homme. La protestation portait sur de nouvelles réglementations, adoptées du jour au lendemain sans débats ni consultations, visant à chasser les habitants des centres-villes, des *gecekondu* [bidonvilles], des logements sociaux et des vieux quartiers. Ce discours officiel, que les autorités ont continué de tenir pendant ces deux mois, a entraîné des gens ordinaires à se mobiliser en masse, et les interventions des forces de l'ordre n'ont fait qu'intensifier la mobilisation, transformant les manifestations en champs de bataille. Le

gouvernement a interdit, au prétexte des projets en cours, la célébration le 1<sup>er</sup> mai 2013 de la traditionnelle Fête du travail prévue sur la place Taksim. Il s'en est pris violemment à ceux qui s'opposaient à la fermeture du Cinéma Emek qu'il prévoit de remplacer par un centre commercial – le même sort étant réservé au Centre Culturel Atatürk et au théâtre Muammer Karaca –, sans faire aucun cas du titre qu'Istanbul a reçu en 2010 de capitale européenne de la culture. Le gouvernement est passé à l'offensive contre l'art en général – contre les acteurs, les budgets de la culture, les costumes et la mise en scène de pièces de théâtre et de spectacles.

Réclamant des espaces urbains publics pour contrer les multiples formes de cloisonnement, des associations et groupements professionnels, plateformes politiques et associations de quartier se sont regroupés sous la bannière de « Solidarité pour Taksim », un collectif qui s'était déjà attaqué depuis des années aux problèmes urbains. À cette occasion, des groupes d'extrême gauche, socialistes, kurdes, anarchistes et LGBT, mais aussi des kémalistes, et plus généralement des citoyens ordinaires issus de différentes classes sociales et de différentes générations (en particulier des jeunes des « générations X et Y »), se sont tous joints au mouvement dans une atmosphère conviviale et chargée d'émotion.

Le parc Gezi est devenu le symbole du droit à la ville, du droit de faire usage du centre-ville et d'y avoir accès, du droit de participer aux décisions concernant la production d'espace urbain, du droit à l'auto-réalisation en faisant de la ville une

œuvre d'art. L'une des expressions les plus récurrentes de la résistance a été celle de *çapulcu*, un vocable que le Premier ministre Erdogan avait employé pour taxer les protestataires de « vandales ». Les manifestants se sont réapproprié le mot pour lui donner une connotation positive et ainsi désigner des personnes fières de lutter pour leurs droits, pour leur dignité d'êtres humains et s'opposant à toutes les formes d'oppression. Cette résistance citoyenne a dépassé la politique partisane pour devenir le lieu d'une représentation et d'une expression collectives, quittant les salles fermées au profit de « forums solidaires » dans les parcs des différents quartiers des villes de l'ensemble du pays.

C'est dans ce contexte, où les chaînes dites « d'information » n'offrent que de l'idéologie, qu'un art politique est né et s'est développé à la faveur d'une créativité basée sur la dérision et de la diffusion dans les médias sociaux, ce qui a pris de court les organes du pouvoir et remis en cause leurs traditions et leur répertoire politiques. Au cours de ces journées qui ont pris une tournure à la fois guerrière et carnavalesque, l'imagination, l'art et l'humour ont donné naissance à de nouveaux slogans porteurs d'espoir, éloignés des idées reçues, peints sur les murs de rues réappropriées et reconquises.

La diversité des images, des figures populaires, des formules et des composantes culturelles de la résistance témoignait de la réunion de groupes certes différents mais unis par les mêmes revendications démocratiques. Les générations nées dans les années 80 et 90, souvent taxées

d'apolitiques, ont, grâce à « l'intelligence incontrôlée » d'un répertoire culturel empreint d'humour, résisté avec génie à la « violence incontrôlée de la police », qui a fait six morts et des centaines de blessés, dont 15 personnes qui ont perdu un œil. Les protestataires ont défilé en entonnant les paroles de *çapulcu* qu'ils ont eux-mêmes composées. Les protagonistes de séries télévisées à succès, comme Muhteşem Yüzyıl et Behzat Ç., sont devenus des « figures » de la résistance. En Turquie mais aussi dans le monde entier, des artistes comme Patti Smith, Joan Baez ou Roger Waters ont apporté leur soutien au mouvement de contestation par le biais de photos, de vidéos et de concerts. Des slogans du mouvement ont été créés à partir de jeux de mots sur des films à succès (« V pour Vendetta » devenant ainsi « V pour la tante Vildan », en référence aux ménagères qui participent à la résistance, ou l'expression « Clark Kent le jour, Superman la nuit » étant utilisée pour désigner les employés de bureau qui après le travail se joignent au mouvement), des noms de chanteurs (« Justin Bieber » devenant « Just in Biber/Pepper » en référence à l'utilisation abusive de gaz au poivre par la police), des titres de chansons (« Everyday I'm shuffling » devenant « Everyday I'm *çapulung* », et décliné à la française comme « Tous les jours je chapule », c'est-à-dire « je m'encanaille »), ou des slogans publicitaires ou du monde du foot (« Nokia connecting people » devenant « Fascism connecting people », c'est-à-dire « Le fascisme connecte les gens »).

La façade du Centre culturel Atatürk sur la place Taksim est devenue la représentation courante de la résistance, comme en témoignent les images légendaires des célébrations du Premier mai. Le Parc a également été le théâtre d'autres créations artistiques, dont des œuvres dramatiques, des spectacles de danse en tout genre, des films et de la musique. La mascotte la plus populaire de la résistance, maintes fois reproduite sur les murs de la ville, était le pingouin, en référence au documentaire animalier diffusé sur CNN-Turk au moment précis des violentes charges de la police contre les manifestants. « L'homme debout » (*duranadam*), qui au moment des protestations est resté huit heures d'affilée sans bouger, en silence, est devenu l'un des héros du parc Gezi, tout comme « l'homme Talcid » (du nom du médicament contre les maux d'estomac provoqués par le gaz au poivre) ou « la femme en rouge » (la femme qui a affronté les jets de gaz lacrymogène au tout début de la contestation). Ils sont devenus des symboles collectifs, à travers des images diffusées sur Facebook. « L'homme debout » – qui était en fait le chorégraphe Erdem Gündüz – a engagé un nouveau mode de résistance, simplement en restant « debout » face au Centre culturel Atatürk. D'autres ont suivi son exemple, en se plongeant dans la lecture d'un livre face aux forces de l'ordre. Un autre mode important de résistance, là encore basé sur un jeu de mots satirique sur des propos du Premier ministre qui avait désigné le

mouvement de « casseroles et poêles, toujours le même bruit », a conduit les contestataires à tambouriner sur des casseroles pour faire du bruit aux balcons de toute la ville. Lorsque la tension est retombée, ils se sont mis à peindre les escaliers des rues aux couleurs de l'arc-en-ciel.

Les protestations de la place Taksim et du Parc Gezi ont donc fait apparaître une nouvelle forme de politisation, une mémoire et un langage collectifs qui vont au-delà de la lutte politique traditionnelle. Des spécialistes ont souligné ce que de nombreux responsables politiques ont nié : l'espace urbain peut servir de révélateur des injustices habituellement masquées par une politique du « statu quo ». L'art, en révélant les divisions sociales, participe à la création d'un lien universel en imprimant des images au plus profond des esprits. L'art collectif du *çapulcu*, connu comme « chapulling » en anglais et « chapuler » en français, peut certes être effacé des murs de la ville, il ne sera cependant pas si facile à éradiquer des cœurs et des esprits de ceux qui ont vécu et participé à la résistance du parc Gezi. Quoique rien ne puisse faire oublier ceux qui sont morts, Ethem Sarsülük, Abdullah Cömert, Mehmet Ayvalıtış, Medeni Yıldırım, Ali İsmail Korkmaz et Ahmet Atakan, nous voudrions conclure sur la note optimiste d'un slogan inscrit sur les murs de la ville : « Rien ne sera plus comme avant, sèche tes larmes ». ■

# > L'Inde expérimente l'allocation d'un revenu de base

**Guy Standing**, School of Oriental and African Studies (Royaume-Uni)

**L**a mondialisation a été porteuse non seulement d'inégalités accrues mais aussi d'incertitude économique chronique pour l'ensemble de la population du monde. Les gouvernements n'ont pas su développer ou adapter de manière efficace des systèmes de protection sociale à même de réduire l'insécurité économique. Ils ont privilégié les critères d'éligibilité économiques et comportementaux, la sélectivité, le ciblage, la conditionnalité et le *workfare* [le travail en échange d'allocations]. Partout, l'universalisme émancipateur a été sacrifié.

Dans ce contexte, on observe un regain d'intérêt pour le versement d'un revenu de base universel et inconditionnel, à savoir des transferts monétaires (*cash transfers*) accordés à tous les citoyens pour leur assurer un revenu minimum. Alors que les transferts monétaires conditionnels sont en vogue dans le monde entier, cette alternative d'un revenu universel inconditionnel n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite. Dans le cadre d'un projet financé par l'Unicef, je me suis associé à la SEWA (Self-Employed Women's Association, une association de travailleuses indépendantes) pour lancer des études pilotes afin d'évaluer l'efficacité du versement de ce type de revenu universel en Inde.

Dans ce pays, le débat public sur les prestations en espèces provoque

de vives controverses. D'un côté, on trouve les défenseurs des produits alimentaires subventionnés, qui souhaitent étendre l'actuel *Public Distribution System* (PDS, Système de distribution public) à 68% de la population, comme le prévoit le projet de loi pour la sécurité alimentaire (*National Food Security Bill*) actuellement en cours de discussion au Parlement. Ses détracteurs pensent que cela se traduira par une aggravation de la corruption, aura un coût extrêmement élevé, fournira des denrées alimentaires de mauvaise qualité et ne sera pas une solution viable. De l'autre côté, les défenseurs des transferts monétaires ont été accusés de vouloir démanteler les services publics et réduire les aides sociales. Le vrai problème, c'est que la politique en vigueur a laissé plus de 350 millions de personnes – soit environ 30% de la population – enlisées dans la pauvreté, et ce même après deux décennies de forte croissance économique.

C'est dans ce contexte qu'en 2011, avec le soutien financier de l'Unicef et sous la houlette de la SEWA, nous avons lancé deux expériences pilotes pour évaluer l'impact du versement d'un revenu de base. Les résultats ont été présentés lors d'une conférence organisée à New Delhi les 30 et 31 mai 2013, en présence du Vice-Président de la Commission au Plan et du Ministre du Développement rural, chargé des politiques de transferts monétaires. Un compte rendu privé

a par la suite été présenté à Sonia Gandhi, à sa demande.

Dans huit villages du Madhya Pradesh, chaque homme, femme et enfant s'est vu attribuer une allocation mensuelle qui au départ était de 200 roupies par adulte et 100 roupies par enfant (versées dans ce cas à la mère ou au tuteur légal) ; ces sommes ont par la suite été augmentées à respectivement 300 et 150 roupies. Le même projet a été mis en œuvre dans un village tribal, où pendant 12 mois chaque adulte a reçu 300 roupies mensuelles, et chaque enfant 150. Un autre village tribal a servi de village témoin pour l'étude comparative.

L'argent a été distribué à chaque personne individuellement, d'abord en espèces puis, au bout de trois mois, par versement sur un compte bancaire ou sur celui d'une coopérative. Les autorités nationales et locales ont été informées de la démarche à suivre pour mettre en place des prestations directes en espèces dans l'ensemble de ce vaste pays.

Dans le cadre des expériences pilotes, les villageois n'étaient pas autorisés à remplacer des allocations en espèces par des produits alimentaires subventionnés. Aucune condition n'était imposée aux bénéficiaires. Et c'est là pour nous le point essentiel. En effet, les partisans de la conditionnalité considèrent que

**LES ENFANTS DES FAMILLES AYANT REÇU UN REVENU DE BASE ONT GÉNÉRALEMENT DE MEILLEURS RÉSULTATS À L'ÉCOLE (2012)**

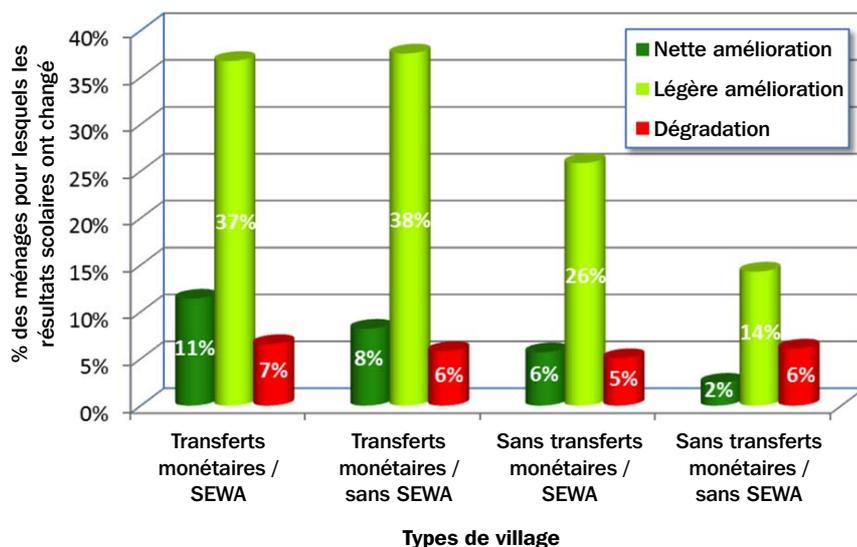


Figure 1

On ne peut pas faire confiance aux bénéficiaires des aides et que ce sont les responsables politiques qui savent mieux qu'eux quel est leur intérêt.

Ceux qui ont conçu les projets pilotes pensent que l'allocation d'un revenu de base fonctionnera de manière optimale si elle va de pair avec des services publics de qualité et des investissements sociaux, et qu'elle serait plus efficace si elle était mise en place au travers d'une organisation de type Voice, c'est-à-dire un organisme donnant à ses membres la possibilité d'agir à l'unisson. Je suis depuis longtemps convaincu que le revenu de base garanti ne donnera des résultats optimaux que si les plus vulnérables sont représentés par des institutions. C'est pour vérifier cette allégation que la SEWA a appliqué l'expérience pilote dans une moitié des villages et ne l'a pas appliquée dans l'autre.

Ses détracteurs soutiennent que les prestations en espèces seraient un gaspillage d'argent et une source d'inflation et qu'elles freineraient la croissance en réduisant la main-d'œuvre disponible. Ses défenseurs pensent au contraire qu'elles permettraient de débloquent l'accès vers de meilleures conditions de vie et de contribuer à un développement économique enraciné dans la communauté locale.

En partant d'un recensement initial qui comprenait des données sur de nombreux aspects démographiques, sociaux et économiques, puis d'une enquête d'évaluation couvrant les mêmes aspects à mi-parcours et en fin d'expérience, nous avons examiné l'impact de l'allocation d'un revenu de base sur une durée de 18 mois, à l'aide d'essais contrôlés randomisés comparant les résultats obtenus dans les ménages et villages bénéficiaires du revenu de base avec ceux obtenus dans 12 autres villages « témoins » dans lesquels personne n'a bénéficié de ce revenu minimum. Une équipe indépendante a en outre réalisé plus de 80 études de cas détaillées à partir de témoignages individuels et familiaux.

Si notre travail d'analyse est loin d'être terminé, les conclusions sont, ainsi qu'il est apparu lors de la conférence, relativement claires. Avant de revenir sur quelques-uns des résultats obtenus, il faut souligner que contrairement à ce que certains affirment, une majorité des villageois ne préféreraient pas les produits subventionnés (riz, blé, kérosène et sucre), et suite à l'expérience du revenu de base, beaucoup ont préféré l'allocation en espèces aux aides en nature. On peut mettre en avant onze résultats :

**1.** Les bénéficiaires ont été nombreux à employer les sommes reçues pour

améliorer leur logement, les toilettes, les murs et les toits, et se protéger contre la malaria.

**2.** Des améliorations au niveau de l'alimentation ont été observées, en particulier dans les foyers appartenant aux *scheduled castes* [les castes inférieures, suivant les catégories établies dans le cadre de la discrimination positive] et aux *scheduled tribes* [tribus aborigènes]. L'un des constats les plus importants a sans doute été l'amélioration sensible du poids-pour-âge moyen constatée chez les jeunes enfants (le z-score de l'Organisation mondiale de la Santé), particulièrement chez les jeunes filles.

**3.** L'augmentation des liquidités financières a permis aux villageois de s'approvisionner davantage dans les marchés que dans les magasins d'État. Ceci s'est traduit par une meilleure alimentation, avec notamment plus de fruits et de légumes frais, en comparaison avec la sélection peu variée d'aliments de base subventionnés, pas toujours très frais et souvent mélangés à des petites pierres dans les sacs distribués par les magasins du *Public Distribution System* (PDS), le système de sécurité alimentaire réglementé par le gouvernement. Une meilleure alimentation a contribué à l'amélioration de la santé et du dynamisme des enfants, qui est liée également à une moindre incidence des maladies saisonnières et à une prise plus régulière des médicaments, ainsi qu'au recours plus important aux soins de santé privés. Les services publics doivent encore se développer !

**4.** Une meilleure santé permet d'expliquer l'amélioration du temps de présence à l'école et des résultats scolaires (Figure 1), également liés au fait que les familles ont pu par exemple acheter des chaussures à leurs enfants et payer leur transport jusqu'à l'école. Le fait que les familles aient elles-mêmes pris ces initiatives constitue un point important. Elles n'ont pas eu besoin de coûteuses mesures de conditionnalité. Lorsqu'on traite les gens comme des adultes, ils apprennent à se conduire en adultes ; des personnes qui sont traitées comme des enfants restent



**AUGMENTATION DU TRAVAIL REMUNÉRÉ CHEZ LES FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE BASE (2011-2012)**

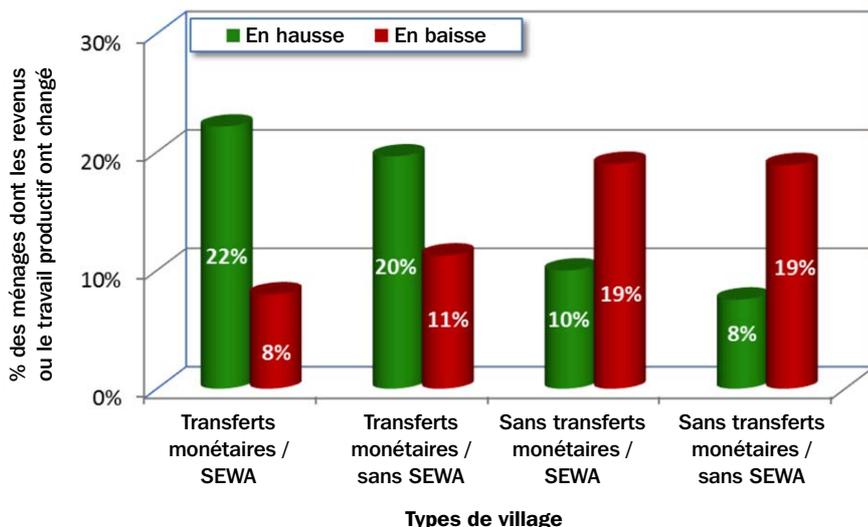


Figure 2

comme des enfants. La conditionnalité n'est pas moralement acceptable si l'on n'est pas prêt à se l'appliquer à soi-même de plein gré.

**5.** Le dispositif a eu des résultats positifs en terme d'équité. Dans la plupart des cas, l'effet a été nettement plus positif pour les groupes désavantagés – les familles issues des castes inférieures, les femmes, et les personnes handicapées. Soudain, ils disposaient de leur propre argent, ce qui leur permettait d'avoir une position de négociation plus favorable au sein du ménage. Les politiques sociales négligent malheureusement trop souvent les mesures visant à favoriser l'autonomie des personnes handicapées.

**6.** L'allocation d'un revenu de base a permis à ceux qui l'ont reçue de réaliser des investissements à petite échelle : pour acheter des semences en plus grande quantité et de meilleure qualité, des machines à coudre, monter de petites échoppes, faire réparer leurs machines, et ainsi de suite. Ceci s'est accompagné d'une production accrue, et donc d'une augmentation des revenus. L'effet positif sur la production et la croissance signifie que l'élasticité de l'offre réduirait la pression inflationniste liée à toute augmentation de la demande en aliments et produits de base. Il était encourageant de constater le retour de variétés locales de céréales qui avaient été supprimées par le PDS.

**7.** Contrairement à ce que pourraient penser les sceptiques, les allocations se sont traduites par plus de main-d'œuvre disponible et plus d'emplois (Figure 2). Mais le tableau est contrasté. On observe un déplacement du travail salarié occasionnel vers des activités agricoles et commerciales indépendantes (exercées en tant qu'auto-entrepreneurs), et une baisse de l'émigration liée à des situations de détresse. Les avantages ont été supérieurs pour les femmes que pour les hommes.

**8.** Le nombre de *naukar* et de *gwala* (travailleurs corvéables à merci) a diminué de manière inattendue. Cette évolution a des répercussions positives considérables sur le développement local et en termes d'équité.

**9.** Les bénéficiaires du revenu de base étaient plus susceptibles de réduire leur endettement que de contracter de nouvelles dettes. Cela s'explique notamment par le fait qu'ils avaient moins besoin d'emprunter sur le court terme, à un taux d'intérêt exorbitant de 5% par mois. De fait, les seuls villageois à s'être plaints des expériences pilotes sont les usuriers.

**10.** Il ne faut pas surestimer l'importance des liquidités financières dans les communautés à faibles revenus. L'argent y est un bien rare et monopolisé, ce qui donne aux usuriers et aux fonctionnaires un pouvoir consi-

dérable. Se passer d'eux est un bon moyen de combattre la corruption. Bien que les familles concernées étaient extrêmement pauvres, beaucoup sont parvenues à mettre de l'argent de côté, ce qui leur a évité d'avoir à s'endetter encore plus lorsqu'elles rencontraient de graves problèmes financiers en cas de maladie ou de décès d'un proche.

**11.** Cette politique a le pouvoir de transformer à la fois les familles et les communautés villageoises. Le tout vaut plus que la somme de ses parties. À la différence des programmes de subventions alimentaires qui pérennisent les structures économiques et les structures du pouvoir existantes en consolidant la position des agents corrompus chargés de distribuer les cartes « BPL » (*Below Poverty Line*, vivant au-dessous du seuil de pauvreté) et les rations, et des nombreux autres programmes gouvernementaux censés exister pour lutter contre la pauvreté, l'allocation d'un revenu de base a permis aux villageois de mieux maîtriser leur existence et a eu des effets bénéfiques sur l'équité et la croissance.

L'un des éléments que nous avons mis en avant dans le débat public en Inde c'est que les dispositifs universels peuvent être moins coûteux que les dispositifs ciblés. Le ciblage, que ce soit par le biais de la carte BPL discréditée ou par quelque autre moyen, est coûteux à concevoir et à mettre en œuvre. Toutes les méthodes de ciblage impliquent un taux élevé d'erreurs d'exclusion – des enquêtes d'évaluation ont montré que parmi les plus pauvres, seule une minorité possédait une carte BPL.

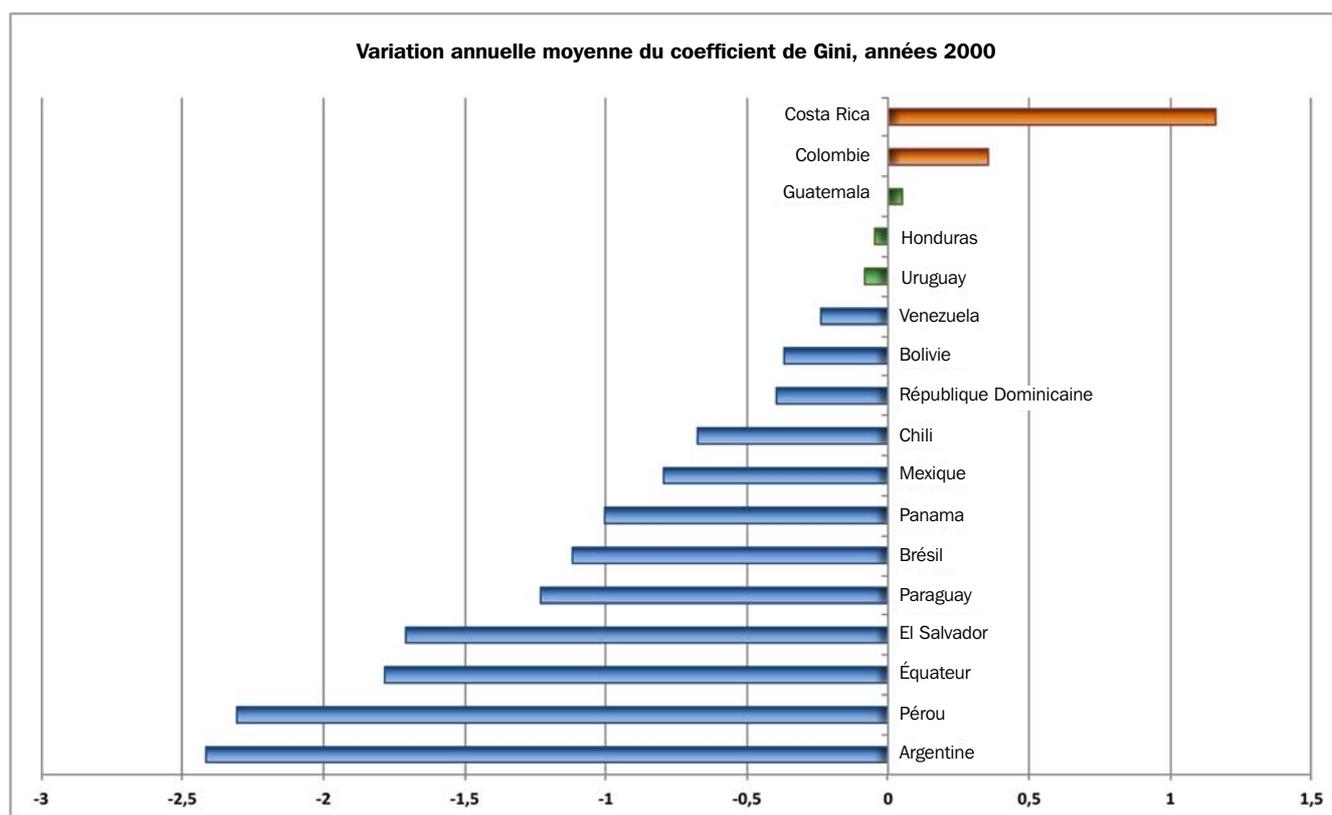
En résumé, l'allocation d'un revenu de base pourrait jouer un rôle central dans un système de protection sociale du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est un moment crucial pour la politique sociale en Inde. Le paternalisme à l'ancienne doit être rejeté et un nouveau système progressiste élaboré. ■

# > Recul des inégalités en Amérique latine

## Bilan et prospective

**Juliana Martínez Franzoni**, Université du Costa Rica, membre du Comité de Recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19) et **Diego Sánchez-Ancochea**, Université d'Oxford (Royaume-Uni)

### ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS EN AMÉRIQUE LATINE



**L'**Amérique latine a longtemps été la région du monde la plus inégalitaire et a souffert des conséquences négatives résultant de ces inégalités : des dysfonctionnements au plan politique, de puissantes élites, des tensions sociales et une impuissance à réduire la pauvreté. Cepen-

dant, au cours de la dernière décennie, et pour la première fois depuis que des statistiques sur les inégalités sont disponibles, la région dans son ensemble et douze des dix-huit pays qui la composent ont enregistré une baisse des inégalités de revenus.

Comment expliquer un tel retourne-

ment ? Il y a eu ce qu'il est convenu d'appeler le « tournant à gauche » dans le paysage politique : à la suite de transitions démocratiques le plus souvent menées par des gouvernements conservateurs, des partis progressistes ont au début des années 2000 pris, dans l'ensemble de l'Amérique latine, le contrôle de l'exécutif

>>

et obtenu la majorité au parlement. Il ne fait guère de doute que les gouvernements de gauche, depuis le Venezuela jusqu'au Chili, ont placé la redistribution de la richesse nationale au cœur de leur programme politique, mais les inégalités ont aussi diminué dans des pays comme la Colombie ou le Mexique, pourtant gouvernés par des conservateurs. Partout en Amérique latine, des changements d'orientation politique sont venus répondre au désenchantement généralisé à l'égard des idées néolibérales et de leur promesse non tenue selon laquelle les marchés allaient créer des emplois dans le secteur formel et des ressources pour une politique sociale (surtout en matière de lutte contre la pauvreté).

La plupart de ces nouveaux gouvernements ont bénéficié d'un contexte général favorable. La Chine achetant en masse des ressources naturelles pour financer son miracle industriel, le prix de produits de base comme le gaz, le pétrole, le soja ou la viande, a connu une hausse spectaculaire sur les marchés internationaux, et les exportations latino-américaines ont rapidement augmenté. Entre 2000 et 2009, les exportations de l'Amérique latine vers la Chine ont été multipliées par sept, ce qui a permis d'augmenter les réserves en dollars pour financer de nouveaux programmes sociaux.

La conjonction de ressources fiscales et de partis favorables à un rôle actif de l'État dans la redistribution des richesses a entraîné des changements positifs dans les politiques sociales et de l'emploi. Le nombre d'emplois dans le secteur formel a augmenté, de même que les revenus moyen et minimum, et la couverture des programmes sociaux a été étendue. Entre 2008 et 2012, l'Amérique du Sud a même réussi, pendant l'une des pires crises internationales survenues depuis un siècle, à maintenir ses emplois dans le secteur formel ainsi que les dépenses sociales engagées. Plus de 100 millions de personnes ont bénéficié de transferts monétaires par le biais de programmes

associant l'apport en argent à l'accès à des services sociaux de base – à savoir les programmes de transferts monétaires conditionnels (*conditional cash transfer programs*).

Les résultats varient évidemment d'un pays à l'autre. Certains ont mieux réussi que d'autres à promouvoir de véritables transformations non seulement en matière d'investissements sociaux mais aussi en matière de création massive d'emplois et de signature d'accords collectifs de travail. Au Brésil, les mesures mises en œuvre en faveur de l'emploi formel et pour augmenter les salaires minimum ont eu des résultats spectaculaires : entre 2002 et 2012, le nombre de Brésiliens appartenant à la classe moyenne est passé de 69 millions (38% du total) à 104 millions (53%). L'Uruguay est devenu le seul pays en Amérique latine à employer avec succès la négociation collective au profit de vastes secteurs de la population. D'autres pays ont beaucoup misé sur une politique sociale expansionniste mais en général sans obtenir une sensible amélioration des conditions de travail. Il est intéressant de signaler que ce bilan contrasté se retrouve dans des pays gouvernés par ce que d'aucuns qualifient de « bonne » gauche fiscalement responsable (comme au Chili) autant que dans ceux gouvernés par une « mauvaise » gauche qualifiée de « populiste » (comme en Bolivie).

De récentes améliorations ont conduit certains à parler d'une ère nouvelle et à présenter l'Amérique latine comme un modèle pour le reste du monde – au moment où les inégalités continuent de progresser dans le monde entier, que ce soit à Madrid ou à Pékin. Il faudrait cependant se garder d'être trop optimiste et reconnaître les importantes failles au niveau des orientations récentes en Amérique latine.

Premièrement, les progrès majeurs réalisés dans les années 2000 dans le domaine de l'intégration sociale et de l'emploi, n'ont pas totalement atteint l'Amérique centrale, qui compte

plus de 80 millions d'habitants : les pays au nord du Panama ont continué à dépendre de l'exportation de leur main-d'œuvre, essentiellement vers les États-Unis, et les inégalités n'ont diminué de manière significative qu'au Salvador (mais même dans ce cas, on peut sérieusement mettre en doute la fiabilité des données en raison des obstacles pour accéder aux plus riches et aux plus pauvres dans les zones de conflit). Les pays d'Amérique centrale ont du mal à augmenter les revenus de l'État, réduire l'influence des élites et, en même temps, créer des emplois et des services sociaux de qualité.

Deuxièmement, dans l'ensemble de la région, les riches continuent de contrôler la plupart des ressources et ne payent pas leur juste part d'impôts. En dehors de quelques exceptions liées aux gains issus de l'extraction de pétrole et de gaz en Bolivie et en Argentine, la redistribution des richesses s'est faite sans affecter les profits des entreprises. Les compagnies latino-américaines, contrôlées essentiellement par de grandes familles, se montrent toujours aussi avares. Au Brésil, les très riches sont censés gagner comparativement moins qu'il y a quelques années mais les cadres de haut niveau de São Paulo gagnent en moyenne 600.000 dollars par an – plus que leurs homologues de New York ou de Londres.

Enfin et surtout, dans l'ensemble des pays concernés, peu de progrès ont été réalisés pour transformer l'économie. Tout comme il y a un siècle, l'Amérique latine continue de vendre des matières premières en échange de biens manufacturés à plus forte valeur ajoutée. Cette situation est particulièrement préoccupante non seulement parce qu'elle constitue un frein à la création d'emplois dans le secteur formel et la rend pour ses progrès dépendante de la Chine, mais aussi parce que cette économie extractive représente une menace pour l'avenir de la planète. ■

# > La Chine en Afrique

Ching Kwan Lee, Université de Californie à Los Angeles (États-Unis)

Cher Michael, bonjour depuis Kitwe !

**M**e voilà donc ici pour des travaux ethnographiques sur le terrain, sur ce qui a dans le passé été pour toi un territoire familier : la *Copperbelt* – la « ceinture de cuivre » – zambienne. Ce mois-ci, je suis à la mine de Nkana, qui, à en croire les gens d'ici, s'appelait autrefois « Rhokana » – la mine où, il y a 40 ans, tu as toi-même mené des recherches pour *The Colour of Class*. Je me retrouve aujourd'hui exactement sur les mêmes lieux. Comme tu ne l'ignores sans doute pas, le gouvernement zambien, sous la pression du FMI, a été contraint de privatiser ses mines de cuivre à partir de 1997. La mine de Nkana a été vendue dans le même « lot » que celle de Mufulira à Glencore, la puissante et tristement célèbre compagnie de négoce de matières premières basée en Suisse. La société minière s'appelle désormais Mopani Copper Mines.

Ces maisons qui jouxtent le puits de mine pourraient bien être les mêmes que celles que tu as habité. Aujourd'hui, elles abritent les bureaux de la direction, des ingénieurs et des géologues. Tout autour de la mine, on trouve plusieurs quartiers d'habitation très denses : c'est là qu'habitent la plupart des mineurs, au milieu d'égouts à ciel ouvert, et dans la majorité des cas sans électricité et avec seulement des robinets communaux. Mon cœur se serre à chaque fois que je vois de tout jeunes enfants traîner pieds nus sur les trottoirs jonchés d'ordures et d'éclats de bouteilles de bière. Je me demande si tu n'as pas quitté la Zambie au moment où l'espoir et la confiance étaient au plus haut niveau, juste avant que le pays n'engage une lente plongée dans quatre décennies de stagnation, voire d'involution. Ce n'est que depuis 2004 environ, lorsque les cours mondiaux du cuivre, stimulés par la voracité de la demande chinoise et



Au fond de la mine de Chambishi, des responsables et contremaîtres chinois face à une imposante perforatrice. Photo de Sven Torfinn.

indienne, ont fortement remonté, que la population a perçu des signes de reprise économique. Mais même aujourd'hui, le chômage et la pauvreté demeurent omniprésents.

Je suis venue pour la première fois en Zambie il y a cinq ans, après l'arrivée du capitalisme chinois en Afrique. Pour moi qui étudiais depuis 20 ans le monde du travail chinois, il était intrigant d'observer dans les médias occidentaux le déluge d'articles critiques sur « l'exploitation des ouvriers par les Chinois », des récits qui finissaient toujours par agiter le spectre inéluctable du « néo-colonialisme chinois ». Effectivement, les signes de la présence chinoise sont visibles partout dans la Copperbelt, annonçant l'arrivée de la Bank of China, avec les entreprises de construction chargées de réhabiliter le réseau routier, de construire à Ndola un stade aux lignes épurées en forme de nid d'oiseau et de bâtir les infrastructures de la nouvelle Zone de coopération économique Zambie-Chine où se situent la mine de cuivre de Chambishi propriété de l'État chinois et la fonderie de cuivre de Chambishi.

Mais peu après mon arrivée ici, j'ai réalisé que la présence chinoise ne représente qu'une partie d'un afflux plus général de capitaux internationaux vers la Copperbelt. La plus grande compagnie minière ici, Konkola Copper Mines, est détenue par Vedanta, une multinationale d'origine indienne cotée à la Bourse de Londres. L'une des plus grandes sociétés minières du monde, la société brésilienne Vale, a récemment acquis la mine de Lubambe, et c'est la compagnie sud-africaine First Quantum Minerals Limited qui exploite la mine à ciel ouvert de Kansanshi, de loin la plus rentable. Si on ajoute à celles-ci la mine Mopani détenue par une compagnie suisse, on voit bien comment la privatisation de la Copperbelt a fait de cette région un site privilégié pour la sociologie comparée. J'ai commencé par me poser cette question : quelle est la particularité des capitaux chinois en Afrique ? J'ai l'espoir qu'une double comparaison – d'une part entre les compagnies chinoises et les autres, et d'autre part entre le monde de la construction et le monde minier – va m'aider à identifier plus précisément ce qui dans les

intérêts, les moyens et les pratiques des compagnies chinoises, les distinguant comme « chinoises » et pas seulement comme « capitalistes ».

Une rapide comparaison entre nos différents moyens d'accéder au terrain permet de mettre en lumière certaines des grandes transformations de la politique économique zambienne intervenues au cours des 40 années qui ont séparé nos projets. Aujourd'hui comme hier, les capitaux étrangers jouent un rôle fondamental. Depuis toujours, ils me font penser à des forteresses protégées par différents niveaux de contrôles de sécurité et par des droits exclusifs sur les informations concernant leurs sociétés. Grâce à des contacts que tu avais ici, tu as pu pénétrer dans ce monde-là comme employé à plein temps au sein de l'unité de recherche sur le personnel rattachée aux deux compagnies minières de l'époque, l'Anglo American Corporation et le Roan Selection Trust. J'ai tenté de suivre la même voie, mais mon entretien d'embauche à la fonderie chinoise avec le secrétaire du Parti communiste chinois s'est terminé de façon calamiteuse. Le « patron » du Parti a fait ce que n'importe quel responsable au XXI<sup>e</sup> siècle ferait : il a tapé mon nom sur Google, et a été horrifié en découvrant mes travaux sur les manifestations ouvrières en Chine et en Zambie. Après m'avoir fait la leçon pour m'expliquer que le discours tenu dans le monde entier sur une « ruée de la Chine sur l'Afrique » n'était que le dernier exemple d'une Chine humiliée par l'Occident impérialiste, il m'a congédié. Je n'avais pas d'autre option que de passer dans le camp adverse. Par un heureux hasard – tous les chercheurs qui travaillent sur le terrain sont à un moment ou à un autre aidés par le sort –, j'ai sympathisé avec un responsable politique de l'opposition zambienne qui s'était intéressé à un article que j'avais écrit sur la présence chinoise en Zambie. Après mon entretien d'embauche manqué, il m'a consolé en me disant : « Attends que nous soyons au pouvoir ». C'est ce que j'ai fait – son parti a remporté l'élection de 2011 ! Étant devenu vice-président de la République, il a appelé les dirigeants des principales mines et m'a intro-



Des mineurs zambiens face à leur chef chinois. Photo de Sven Torfinn.

duite auprès d'eux comme conseiller lère du gouvernement zambien.

Ce que cette anecdote permet peut-être de mettre en évidence, c'est un réajustement significatif des intérêts entre un État africain et les multinationales minières – ce qui me rappelle la nécessité de ne pas négliger l'intérêt et la capacité d'action de l'État zambien, au lieu de partir du principe qu'il est impuissant. Dans la lignée de Frantz Fanon, tu soutenais dans *The Colour of Class* que sans des changements économiques structurels, l'indépendance politique ne pouvait pas aboutir à un État-nation autonome ni à l'essor d'une bourgeoisie nationale puissante. Aujourd'hui cependant, le régime à parti unique de la Première République de Zambie a été remplacé par un système compétitif basé sur le multipartisme, et ce depuis 1991, coïncidant avec l'imposition par la Banque mondiale et le FMI de programmes de privatisation et d'ajustements structurels. Vingt années de néolibéralisme ont à ce point exacerbé le mécontentement des masses soumises à des inégalités et à une pauvreté persistantes que les partis politiques zambiens ont été contraints à plus de fermeté à l'égard des compagnies étrangères qui détiennent les mines. Ces dernières années, au grand dam de compagnies minières criant au scandale, le gouvernement zambien a imposé des *windfall taxes* (impôts sur

les bénéfices exceptionnels) – certes annulés par la suite –, a de manière unilatérale déclaré nuls les Accords de Développement qui avaient rendu possible la privatisation des mines, a doublé le taux des redevances minières, et forme actuellement des technocrates pour réaliser des rapports d'expertise dans les mines. Je considère mon travail de recherche comme faisant partie de ces initiatives de l'État qui visent à rendre les mines financièrement et socialement intelligibles. Bien sûr, il est plus facile pour les responsables politiques de surfer sur la vague du « nationalisme des ressources » – un nationalisme qui s'assure un soutien politique en redistribuant les revenus de l'extraction minière – plutôt que de chercher à mettre en œuvre les moyens de l'État susceptibles de favoriser le développement. C'est ce que mon travail avec et pour le compte du gouvernement zambien fait malheureusement ressortir.

Comment les investisseurs étrangers chinois et non chinois vont-ils mener et orchestrer cette nouvelle réalité africaine ? Il me faudra écrire un livre plutôt qu'une simple note pour tenter de répondre à cette question. Nous n'en sommes qu'au prologue d'un dialogue global sur l'avenir. ■

# > Les damnés de la mer

**Helen Sampson**, Université de Cardiff (Royaume-Uni), et membre du conseil d'administration du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie du Travail (RC30)



L'attente interminable de Miguel, marin philippin, sous le soleil de plomb du Mexique.  
Photo de Helen Sampson.

**À** l'arrière du bateau, un marin s'appuie contre le bastingage, sous l'implacable soleil mexicain. Le soleil tape si fort que l'air semble crépiter. Le marin est à son poste d'amarrage, muni d'une radio VHF, en attendant les ordres. Cela fait deux heures qu'il est là mais il ne peut pas quitter son poste. Il ne peut pas chercher de l'ombre, et il n'a rien à boire. Il ne sait pas combien de temps il va devoir encore attendre. Le bateau est un navire-citerne. Il est amarré dans un port du Mexique et a été retardé. Le pilote se trouve à bord, dans l'attente de pouvoir guider le navire vers le large. Le capitaine et les officiers de navigation sont sur le pont. Mais il ne se passe toujours rien. Un navire entrant s'est échoué aux abords du port et le bateau attend l'autorisation de partir. Le marin a la gorge sèche, il est fatigué et malheureux, mais il ne se plaindra pas.

J'ai fait sa connaissance au cours de mes recherches comme observatrice participante à bord de navires en mer<sup>1</sup> – des recherches financées par l'*Economic and Social Research Council* britannique rattaché au *Seafarers International Research Centre* (SIRC) de l'Université de Cardiff. Son nom est Miguel<sup>2</sup> et j'ai fait avec lui et les autres membres d'équipage une traversée à bord d'un navire-citerne de construction japonaise vieux de vingt ans. Pour un navire moderne, il était relativement petit, avec ses

&gt;&gt;

40.500 tonnes de port en lourd, ses 179 mètres de long et ses 30 mètres de large. Les marins à bord étaient exclusivement des hommes, en provenance de cinq pays différents. Les officiers étaient croates, pakistanais ou bangladais, les matelots venaient des Philippines et les techniciens de Turquie. Miguel était un marin philippin qualifié. À ce titre, il n'appartenait pas à la dernière classe des matelots (ce qui correspondrait à un « matelot de troisième classe » ou au « personnel de service »). Miguel et ses coéquipiers philippins avaient été embauchés pour neuf mois par une agence qui fournit l'exploitant du navire en marins. S'il s'était plaint, il aurait été renvoyé chez lui. S'il avait été renvoyé chez lui, il risquait d'être mis sur la liste noire des agents maritimes de Manille et de ne jamais retrouver de travail en mer. Alors la nouvelle maison qu'il faisait construire pour sa famille n'aurait pas pu être terminée. Il n'aurait pas pu payer les soins médicaux pour ses parents ni donner à ses enfants l'éducation qu'il souhaitait. Ses cousins, ses tantes, ses oncles, tous dépendaient des fonds qu'il envoyait en dollars, et aucun emploi à terre ne lui permettrait de gagner un salaire équivalent à ce qu'on le payait en mer. Il ne lui venait même pas à l'idée de se plaindre.

La vie de marin est entièrement dominée par le travail. Les « officiers de quart » travaillent sept jours sur sept, durant toute la durée de leur contrat. Ainsi que le décrivait un marin, « mon travail est très fatigant, très dur... On est 365 jours à bord, à travailler

tous les jours, tous les jours, tous les jours ». Parfois, quand un bateau se trouve loin des côtes, les marins qui ne sont pas des officiers de quart peuvent être autorisés à prendre leur dimanche. Sur certains bateaux, il arrive qu'un barbecue soit organisé. Sur la plupart des bateaux, le dimanche ne se distingue pas des autres jours si ce n'est par quelques heures de repos. Au port, rien ne vient interrompre le rythme de travail, quels que soient l'heure ou le jour. Un navire ne rapporte de l'argent à son exploitant que s'il est régulièrement en déplacement. Un navire rentable entre et sort du port en l'espace de quelques heures, chargeant et déchargeant si rapidement les marchandises que les marins ont rarement l'occasion de descendre à terre. Ils sont nombreux à parler du bateau comme d'une prison mais c'est une prison qui rapporte de l'argent, et dans les pays en voie de développement, les marins ne manquent pas qui sont prêts à sacrifier leur vie familiale, leur vie sociale, leurs loisirs, pour le bénéfice financier que peut leur procurer un travail régulier auprès d'une grande compagnie internationale. Ainsi que l'expliquait l'un des marins à bord, « la vie sur un navire est très solitaire... Mes enfants me manquent, c'est dur de travailler sur un bateau, très dur ».

Mais pour beaucoup de marins, le prix à payer pour travailler en mer est plus élevé. Le travail en mer est un métier dangereux. En novembre 2011, par mer forte, un petit vraquier s'est brisé en deux au large du Pays de Galles, provoquant la mort de six

des huit membres d'équipage. L'un des survivants a décrit comment le bateau « a été littéralement coupé en deux. Je l'ai vu de mes propres yeux... il était impossible d'essayer de le sauver »<sup>3</sup>. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. En 2010, environ un bateau sur 670 a coulé. Les risques sont également liés à la nature du travail effectué à bord : risques de lésions au dos, de doigts écrasés, de fractures osseuses, de lésions oculaires, risques liés à la cargaison et à la machinerie lourde, et aux émanations toxiques. Et il y a lieu de s'inquiéter également pour la santé mentale des marins, qui sont confinés pendant des mois sur un bateau. Il leur arrive de travailler avec des personnes de nationalité différente, et de devoir par conséquent utiliser une seconde langue (généralement l'anglais) pour communiquer. Ils ont des contacts peu fréquents avec leur famille, mangent mal et dorment à l'étroit. Qui plus est, ils peuvent difficilement échapper à la surveillance de leurs patrons. La vie en mer est marquée par une stricte hiérarchie qui s'applique de jour comme de nuit, et aussi bien pendant qu'après le travail. Il n'y a pas d'évasion possible, et peu de répit. ■

<sup>1</sup> Cf. Sampson, H. (2013) *International Seafarers and Transnationalism in the Twenty-First Century*. Manchester: Manchester University Press.

<sup>2</sup> Miguel est un pseudonyme utilisé pour protéger l'identité des marins qui ont participé à notre étude.

<sup>3</sup> BBC News (6 janvier 2012) : "Swanland shipwreck to be examined by robot submarine".

# > Porto Rico, l'île aux massacres ?

Jorge L. Giovannetti, Université de Porto Rico, San Juan (Porto Rico)



Un « massacre » à la portoricaine : 4 victimes tuées par balle.

**I**l y a eu dix massacres à Porto Rico en 2012. Et dans cette dépendance américaine des Caraïbes de 3,7 millions d'habitants, pas moins de six massacres ont été signalés depuis mai 2013 par les médias.

Alors qu'en 2011 Porto Rico a obtenu une position peu enviable dans l'*Étude mondiale sur l'homicide* des Nations unies et que son taux d'homicides a fait la une du *New York Times*, le fait que 16 massacres y aient été perpétrés sur une période de 16 mois ne semble pas avoir retenu l'attention de la communauté internationale. Quoique je ne sois pas en train de plaider pour que les statistiques sur la violence soient la mesure du degré de reconnaissance internationale de l'île, je trouve étonnant qu'un seul massacre dans un cinéma du Colorado ait plus de retentissement médiatique

qu'une île où des massacres se produisent pratiquement chaque mois.

Malgré un intérêt souvent morbide des chaînes d'information internationales pour la violence, ce type d'événement survenu à Porto Rico ne constitue pas une actualité qui retient l'attention. Ces chaînes privilégient en effet les événements exceptionnels et *the West and not the rest* – en Occident et pas dans le reste du monde. Mais une autre raison, en rapport avec les chiffres et la terminologie, pourrait expliquer pourquoi cette succession de massacres par ailleurs effroyable n'a pas suscité l'intérêt des médias ou celui des sociologues : dans les médias portoricains, il suffit en effet de trois morts pour qu'un incident violent soit qualifié de « massacre ».

>>

À l'échelle locale, il semblerait que la pratique consistant à parler de massacres à partir de la troisième victime soit un fait établi. La police portoricaine utiliserait elle-même cette référence pour catégoriser les incidents, et lorsqu'un commissaire de police a qualifié l'un de ces épisodes d'« incident ayant fait plusieurs victimes », sans employer le terme de « massacre », il a eu droit à des remontrances de la part des criminologistes locaux. Un professeur de droit criminel a justifié son usage du mot « massacre » en expliquant que « pour des raisons qui sont liées soit à l'usage soit à la norme, ce type de terminologie trouve à s'appliquer à partir du moment où il y a au moins trois victimes ».

Mais par rapport aux autres pays, ou lorsque les médias portoricains relatent des massacres intervenus ailleurs dans le monde, l'emploi portoricain du mot « massacre » peut poser problème. Par exemple, le gros titre « *MA-SACRE* » est apparu à la une des journaux portoricains en référence à deux incidents qualitativement différents. Dans le premier cas, local, il s'agissait du meurtre de quatre personnes dans un échange de tirs entre deux voitures ; dans le second cas, à l'international, de la fusillade perpétrée par Anders Breivik, qui a provoqué la mort de 69 personnes en Norvège. À l'évidence, l'amalgame qui est fait entre les deux types de violences en les désignant par le même nom nous empêche de comprendre chacun des deux incidents et la violence en général.

Lorsqu'il a traité des massacres, Jacques Semelin a affirmé que « la sociologie a trop longtemps négligé ce champ d'étude, le laissant aux historiens ». Les historiens, ainsi que les spécialistes de psychologie sociale, ont en effet grandement contribué à notre compréhension de la violence collective, mais en se centrant sur les génocides. Parmi les études sociologiques sur le sujet, on trouve les travaux de Charles Tilly, qui a étudié différents types de violence collective, sans pour autant conceptualiser la notion de massacre. Wolfgang Sofsky et Semelin ont tous deux décrit les ingrédients nécessaires pour qu'un massacre se produise, et Semelin l'a défini comme « une forme d'action souvent collective qui vise à détruire des non-combattants ». Personne cependant n'établit le nombre de victimes qui définit un massacre. La seule définition faisant référence à « trois personnes ou plus » est celle de la Commission guatémaltèque des Droits de l'Homme, mais seulement si d'autres critères ont été remplis (à savoir, l'intention d'éliminer l'adversaire, le fait de semer la terreur, les traitements cruels et dégradants infligés aux victimes et la perpétration systématique).

Nous nous retrouvons à notre point de départ, sans pouvoir établir si les meurtres de trois personnes à Porto Rico sont ou non des massacres. Certains éléments des définitions qui précèdent, ainsi que le fait que Semelin semble concevoir le massacre comme un acte faisant partie du génocide – ou préliminaire au génocide – (qui

inclut donc l'élément d'élimination totale), nous amènent à poser la question de l'intention dans notre analyse des massacres et des auteurs des massacres – qu'il s'agisse du meurtre de trois personnes à Porto Rico ou de dizaines de personnes ailleurs dans le monde. Une exécution expéditive à l'aide d'une arme à feu brandie depuis une voiture entre deux bandes de trafiquants de drogue peut-elle être classée au plus bas niveau ? L'intention principale de Breivik était-elle l'élimination des membres du Parti travailliste norvégien ? Adam Lanza visait-il un groupe particulier (ethnique ou autre) à l'école primaire Sandy Hook dans le Connecticut ?

En tant que sociologues, il nous faut assurément analyser plus en profondeur le vaste champ intermédiaire qui existe entre les actes individuels de violence et les génocides, car c'est là que se situe le massacre comme phénomène social. D'aucuns feront valoir qu'une fois que l'on sait ce qui est arrivé au cours d'un épisode meurtrier de violence collective (par exemple les meurtres perpétrés en 2012 à Houla en Syrie), il importe peu de savoir s'il faut ou non le désigner comme un massacre. Certes, il se peut que l'on sache ce qui s'est passé, mais l'on ne comprendra pas pourquoi ni comment cela est arrivé. Désigner quelque chose à l'aide du premier mot venu trouvé dans le catalogue des actes de violence inconcevables ne devrait pas être une manière commode d'échapper à l'exercice de compréhension.

Par ailleurs, si l'on part de l'idée de Pierre Bourdieu selon laquelle nommer les choses c'est aussi les créer, on pourrait bien finir – du moins à Porto Rico – par ne définir les massacres qu'en fonction du nombre de victimes (trois ou plus), sans prendre en considération d'autres critères sociologiques importants. Cela n'est pas sans conséquence. Ces dernières années, Porto Rico a été le théâtre de vifs débats sur la peine de mort, déclenchés récemment par le procès devant la Cour Fédérale de l'auteur d'un massacre perpétré en 2009. Parmi ceux qui ont fait des déclarations publiques, un responsable politique local a préconisé la peine capitale pour les « auteurs de massacres », vraisemblablement entendus au sens portoricain du terme. L'île ne tardera sans doute pas à connaître un nouveau procès pour massacre, au cours duquel la définition même du mot pourrait être testée. « Le discours juridique », explique Bourdieu, « est une parole créatrice qui fait exister ce qu'elle énonce ». Si un massacre peut d'un point de vue juridique devenir, à la faveur de la définition qu'en donnent les médias et certains membres de la classe politique, tout meurtre de plus de trois personnes, et si la peine de mort devient la peine pour les auteurs de ces actes, il serait temps que les sociologues engagent un travail de conceptualisation plus approfondi sur les tueries et les massacres. ■

# > Dialogue Sud-Sud

## Des barrières bien réelles

**Eliana Kaimowitz**, Dejusticia (Centre d'Études sur le Droit, la Justice et la Société), Bogota (Colombie)



Illustration : Arbu.

**I**maginez que vous êtes un militant des droits de l'homme d'une petite ville d'Amérique du Sud, qui cherche à empêcher une compagnie minière européenne de polluer l'eau potable de votre ville. Vous avez récemment entendu parler d'une militante des droits de l'homme en Afrique qui a réussi à empêcher cette même compagnie de polluer les sources d'eau alimentant sa ville. L'idéal serait que vous puissiez vous mettre

en contact avec elle, par téléphone ou par mail ou mieux encore, la rencontrer. Rien ne vaut un lien personnel pour faciliter l'échange d'informations.

On pourrait penser que si deux activistes souhaitent se rencontrer pour un échange personnel et approfondi, il leur suffit de monter dans un avion et de se donner rendez-vous pour brasser ensemble des idées. C'est peut-être vrai pour

>>

ceux qui viennent d'Amérique du Nord ou d'Europe, mais pas tant que ça pour ceux qui viennent des pays du Sud Global.

Il est surprenant qu'à l'ère de la mondialisation et de l'infinité des sources d'information, la rencontre de deux personnes du Sud global nécessite tellement de temps, d'argent et de formalités bureaucratiques, que ces obstacles peuvent devenir insurmontables. Pour venir en Colombie, même lorsque leurs frais de voyage sont payés, ceux qui viennent des pays du Sud Global ont besoin de visas pour transiter par les pays du Nord puisque la plupart des trajectoires de vol passent par l'Europe et les États-Unis, ainsi que d'un visa d'entrée en Colombie. Pour ces candidats au voyage, il se peut que l'indication « *visa required* » [visa requis] revienne à dire « entrée interdite ».

Nous qui sommes chercheurs au sein de Dejusticia, un groupe de réflexion sur les droits de l'homme basé à Bogota en Colombie, l'avons appris à nos dépens. À travers notre projet de *Global Human Rights Leadership*, nous cherchons à ouvrir de nouveaux espaces pour les échanges Sud-Sud. Mais s'il est vrai que le projet a eu un certain succès, nos efforts ont parfois été vains du fait de la rigueur impitoyable des formalités à accomplir pour obtenir des visas. Il n'y a eu aucune considération pour le temps, l'argent et l'investissement personnel consacrés à remplir des formulaires, à se déplacer et à attendre des heures l'autorisation de pouvoir apporter sa contribution à un échange international d'informations. Quand il s'agit de rencontres de personnes, il est clair que les échanges Nord-Nord et les échanges Sud-Sud ne se font pas sur un pied d'égalité.

Le succès des échanges qui ont eu lieu à Bogota en février 2013 entre des magistrats kényans et colombiens de Cours constitutionnelles a montré à quel point les expériences partagées entre pays du Sud peuvent être enrichissantes. Si ces échanges ont été fructueux, c'est parce que ces deux pays du Sud Global ont des histoires similaires de violences, de troubles ethniques et politiques et de pauvreté endémique. Des juristes nord-américains et colombiens, par exemple, n'auraient pas pu avoir les mêmes conversations. Pourtant, un juge nord-américain a la possibilité de prendre un vol direct de Miami à Bogota, et à supposer que son vol fasse escale au Panama, il n'aurait pas besoin de visa de transit. Pour arriver jusqu'en Colombie, les juges kényans ont quant à eux dû voyager en passant par l'Union européenne et/ou les États-Unis et ils ont eu besoin d'un laissez-passer pour transiter par ces deux zones.

Plus récemment, Dejusticia a organisé un atelier d'une semaine pour que les jeunes militants des droits de l'homme des pays du Sud Global qui interviennent dans le domaine des industries extractives, puissent venir en Colombie rencontrer des sociologues afin d'améliorer leurs compétences en matière de recherche et de communication. À l'issue d'un processus de sélection très rigoureux, seize candidats d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie ont été invités à par-



| *Un dialogue Sud-Sud !*

ticiper à l'atelier. Mais avant de pouvoir venir y assister, ils ont dû passer par de nombreux labyrinthes bureaucratiques afin d'obtenir les visas nécessaires. Nous avons ainsi eu une participante ougandaise qui avait besoin d'un visa colombien et a fini par le demander à Londres parce qu'il n'y a pas d'ambassade de Colombie en Ouganda et qu'elle avait déjà un visa pour le Royaume-Uni. Ou un participant de Papouasie-Nouvelle-Guinée qui a dû prendre un avion jusqu'à la capitale de son pays, où il a obtenu un visa australien qui lui a permis de voyager jusqu'à Sydney, où il a demandé un visa colombien et un visa de transit par les États-Unis, avant de faire un voyage en avion de 24 heures pour arriver en Colombie via New York. Il est clair que les responsables politiques et ceux des compagnies aériennes n'ont pas bien saisi l'importance des échanges Sud-Sud !

Mais que se passe-t-il lorsque des organisations du Sud Global n'ont pas le temps, l'argent ou les compétences nécessaires pour franchir le parcours semé d'embûches des visas et des itinéraires des compagnies aériennes ? À quels échanges d'information ces procédures internationales font-elles obstacle ? Il serait temps qu'une réflexion sérieuse soit engagée à la fois au Nord et au Sud sur ces questions. Dans les pays du Nord Global, il faudrait commencer par mettre fin aux visas de transit afin de faciliter les échanges d'information. Au Sud, il faudrait engager une réflexion collective sur la manière dont nous pouvons briser ces barrières qui nous séparent du reste du monde afin de permettre une libre circulation des informations et des personnes. Ne plus exiger de visas entre pays du Sud Global ou du moins établir un régime d'exception pour les activistes et les chercheurs pourrait constituer un premier pas. Sans cela, nous sommes tous en train de passer à côté d'occasions formidables d'apprendre et de partager avec des personnes d'autres parties du monde qui pourraient bien disposer de solutions aux problèmes que nous rencontrons dans nos propres pays. ■

# > Lentement mais sûrement

## Le développement de la sociologie en Albanie

**Lekë Sokoli**, Institut albanais de Sociologie, Tirana (Albanie), et membre des Comités de Recherche en Sociologie comparative (CR20) et en Sociologie des Migrations (CR21)



Séance plénière du VI<sup>e</sup> Congrès international de l'Institut albanais de Sociologie : « L'Éducation en période de turbulence : l'Albanie dans le contexte européen et international », 21-22 novembre 2011.

albanaise. Le marxisme-léninisme était la seule vérité, dont le Parti (communiste) du Travail, qui était à l'abri de toute critique, avait le monopole. On n'avait pas recours à des données empiriques quand on réfléchissait sur des problèmes sociaux. Les écoles de pensée traditionnelles, notamment l'existentialisme, la psychologie freudienne, le structuralisme et la phénoménologie, étaient toutes interdites, de même que l'étaient les œuvres de Platon, Aristote, Hegel, Dostoïevski, Sartre, etc... Les noms de Weber, Durkheim, Simmel, Pareto, Popper, Mill, Parsons, Merton, et ceux d'autres célèbres spécialistes occidentaux des sciences sociales, ne signifiaient rien pour nous.

La lutte contre la sociologie était aussi considérée comme faisant partie de la soi-disant lutte des classes, comme en témoigne un livre publié en 1985 par l'Académie des Sciences albanaise (*Les courants de pensée politique et sociale en Albanie*), seulement quatre années avant la chute du Mur de Berlin :

« Le sociologue français Auguste Comte est connu comme le premier concep-

**A**u cours des deux dernières décennies, l'Albanie a connu des transformations radicales sur de multiples plans. Sur le plan économique, nous sommes passés d'une économie centralisée, où l'État était le seul propriétaire et le seul employeur, à une économie libéralisée mais chaotique ; sur le plan politique, nous sommes passés d'un régime autoritaire de type stalinien à une démocratie problématique ; sur le plan social, nous sommes passés d'une « égale répartition de la pauvreté » à des disparités sociales qui sont les plus importantes d'Europe de l'Est. L'Albanie est devenue un laboratoire d'étude des changements rapides et des problèmes sociaux qui leur sont

associés, ainsi que de l'émigration à l'étranger de la moitié de la population (35% à titre permanent, 15% à titre temporaire) en l'espace de seulement deux décennies.

Les transformations de l'Albanie post-communiste ont aussi été porteuses de la première vague de sociologie. Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, il y a toujours eu une tradition sociologique, même sous les régimes communistes les plus durs. Mais en Albanie, la sociologie a été totalement bannie des programmes universitaires. Il n'y avait jamais eu de département de sociologie à l'Université de Tirana, ni d'Institut de Sociologie parmi les quelque 40 instituts que comprenait l'Académie des Sciences

teur de la sociologie bourgeoise. La sociologie positiviste d'Auguste Comte est apparue en réaction au marxisme, afin de réconcilier les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, afin de neutraliser la guerre de classe qui était en train de s'intensifier... »

Dans ce livre et d'autres de la même époque, la sociologie est considérée comme une science bourgeoise, réactionnaire, raciste, antihumaine et impérialiste. Jusqu'en 1990, tous les sociologues du monde étaient considérés comme dangereux et toutes les écoles de pensée à orientation sociale étaient interdites, à l'exception de la « version albanaise » du marxisme.

Une « nouvelle orientation » concernant la sociologie n'a été adoptée qu'en 1986, après la mort d'Enver Hoxha, le dictateur de l'Albanie. Dans son discours au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Albanie, connu comme « le Congrès de la continuité », le nouveau leader albanaise R. Alia a dans un document officiel fait pour la première fois référence à la sociologie comme à une science sociale parmi les autres, en disant :

« La priorité donnée aux sciences exactes et aux sciences naturelles ne doit pas faire oublier le rôle des sciences économiques, philosophiques, sociologiques, juridiques et de l'éducation – en d'autres termes, des sciences sociales – lorsqu'on étudie les grands problèmes actuels posés par la construction du socialisme et par la guerre idéologique. »

La voie officielle pour le développement de la sociologie était ainsi ouverte, mais sous certaines strictes conditions : (1) ne faire référence qu'à l'expérience originale de l'Albanie ; (2) produire une sociologie militante, en lien avec la construction du socialisme et la guerre idéologique ; (3) être une science marxiste-léniniste, basée seulement sur les écrits marxistes-léninistes.

De tout cela, il ressortait clairement que la sociologie pouvait se

développer, mais que ce serait avec beaucoup de difficultés et seulement après la chute du communisme. La première étape vers l'institutionnalisation de la sociologie a été la création de l'Association albanaise de Sociologie (ALSA), à la veille de la « grande transformation » de novembre 1990. Mais cette organisation a très rapidement échoué, en premier lieu parce que ses membres fondateurs composaient un ensemble hétérogène de philosophes, démographes, avocats, historiens, médecins, romanciers, spécialistes de sciences naturelles, journalistes, artistes et même d'architectes. En second lieu, l'ALSA a échoué en raison d'interférences politiques extérieures.

La seconde tentative pour institutionnaliser la sociologie en Albanie a correspondu à la fondation en septembre 1991 d'une Faculté séparée de Philosophie et de Sociologie à l'Université de Tirana. Mais la faculté a été suspendue dès sa première année d'existence, sur ordre du premier gouvernement démocratique qui emporta les élections de mars 1992, montrant ainsi clairement la nature politique de son opposition « démocratique » à la sociologie.

En 1998, deux des premiers sociologues albans (Tarifa et moi-même) avons fondé, alors que nous étions aux États-Unis, la première revue internationale des sociologues albans, *Analyse sociologique*. L'Albanie traversait alors une période particulièrement critique de son histoire contemporaine, caractérisée par un malaise social, des troubles politiques et un effondrement de l'économie – une période de désagrégation totale du tissu social.

Après avoir connu des hauts et des bas successifs et de multiples épreuves, l'Association de Sociologie d'Albanie était fondée en novembre 2006, sous la nouvelle appellation d'Institut albanaise de Sociologie (AIS). Depuis le 16 avril 2007, l'AIS est un membre collectif régulier de l'ISA et depuis le 10 octobre 2008 un membre de l'Association européenne

de Sociologie. À l'initiative de l'AIS et avec le soutien de l'ISA, le Forum sociologique des Balkans a été créé à Tirana en novembre 2011.

Avec la fondation de l'Institut albanaise de Sociologie, la sociologie a commencé à prendre son essor : le premier département de sociologie a été créé, et d'autres ont suivi. À présent, de nombreuses universités albanses forment des sociologues au niveau licence et master et même de doctorat. Depuis 2009, le gouvernement albanaise a intégré l'exercice de la sociologie dans la liste nationale des professions. La sociologie est également enseignée dans tous les lycées et les universités et un nombre considérable de groupes de réflexion entreprennent des recherches dans le domaine de la sociologie.

Depuis son premier meeting, l'AIS est passée de ses 35 membres fondateurs à 7 ou 8 fois ce nombre aujourd'hui. La participation dans nos congrès s'est considérablement accrue, passant de 12 communications lors de notre première Conférence en 2007 à 410 communications présentées par 587 auteurs et co-auteurs en provenance de 22 pays différents, à la septième Conférence qui s'est tenue à Vlona en 2012. Nous avons désormais une bibliographie en expansion d'ouvrages de sociologie en albans, de même que plusieurs revues spécialisées : *Études sociales*, *Analyse sociologique* et *Regard sociologique*.

Si on peut parler de « transition sociologique » réussie, il y a cependant de nouveaux défis qui nous attendent, en particulier la création d'une nouvelle Association albanaise de Sociologie (AlbSA) efficiente et démocratique qui intégrerait tous les sociologues albans, afin de continuer à organiser des conférences annuelles et des forums, d'accroître la coopération avec des « sociologues sans frontières » et progressivement accroître l'impact de la sociologie sur la société en Albanie et dans les Balkans. Mais une chose est claire, nous avons un rôle important à jouer face aux défis que notre remarquable petit pays doit affronter. ■

# > En temps de troubles

## La III<sup>e</sup> Conférence de l'ISA des Associations nationales

Ayse Idil Aybars, Université technique du Moyen-Orient (Turquie)



39

*Après une journée fatigante passée à écouter, présenter et commenter des communications, les participants ont investi la piste de danse en essayant de suivre la musique et le rythme turcs, portant la fatigue à un nouveau degré.*

**L**a III<sup>e</sup> Conférence du Conseil des Associations nationales de l'ISA s'est tenue à l'Université Technique du Moyen-Orient (METU) à Ankara, en Turquie, du 12 au 17 mai 2013. La conférence a été organisée par l'ISA conjointement avec le Département de sociologie de la METU, l'Association turque des Sciences sociales et

l'Association turque de Sociologie, sur le thème « La sociologie en temps de troubles : approches comparatives » et avec la participation de représentants des associations nationales de sociologie du monde entier.

En ma qualité de coordinatrice du Comité local d'organisation, je suis fière d'avoir accueilli cet important

>>

meeting de l'ISA pour la première fois à Ankara. Je dois dire que l'organisation de la conférence, qui a demandé plus d'un an de travail, s'est révélée une expérience passionnante et très instructive. C'est le fruit d'une collaboration réussie avec des membres hautement estimables et avisés de l'ISA et de relations avec toute une série d'experts, d'administrateurs et de représentants d'organismes de financement ainsi qu'avec de formidables collègues de Turquie et d'ailleurs. Bien évidemment, nous avons également tout mis en œuvre pour que l'ensemble des participants aient l'occasion de découvrir les particularités de la culture turque – histoire, gastronomie, musique et danse – le tout, bien sûr, d'un point de vue sociologique !

Ainsi que les événements qui ont eu lieu dans la foulée de la conférence l'ont confirmé, le thème de la conférence s'est avéré tout à fait opportun et d'actualité. Ici, en Turquie, c'est la détermination de la jeune génération à protéger les arbres d'un parc du centre d'Istanbul qui a servi de détonateur aux « troubles ». Cela s'est transformé en un mouvement national de protestation contre les tentatives du gouvernement actuel pour régir les modes de vie de la

population – un conflit qui a mobilisé l'ensemble de la communauté turque des sociologues et spécialistes en sciences sociales pour essayer de dégager, entre autres, les implications de ces événements sur la société, sur la participation sociale et politique, sur l'avenir de la démocratie et des libertés fondamentales et sur le rôle des médias dans la société. (Cf. également l'article de Zeynep Baykal et Nezihe Başak Ergin et celui de Polat Alpman dans ce numéro de *Dialogue Global*.)

Les circonstances ont fait que la conférence a été l'occasion d'analyser d'un point de vue sociologique une expérience similaire aux États-Unis, celle du mouvement *Occupy Wall Street*, montrant comment les sociologues peuvent contribuer à une meilleure compréhension de ce type de protestation et de ses répercussions sur le plan social, culturel, économique et politique. Le programme de la conférence a permis de rassembler les expériences particulières de sociologues venus des quatre coins du globe, où des transformations et des crises globales lourdes de conséquences se sont produites au cours des 20 à 30 dernières années. Il a été fort instructif et stimulant de chercher à tirer des

leçons des comparaisons établies entre des transformations qui, à différents degrés, ont eu des incidences sur les sphères économique, politique et sociale des différents pays, et qui requièrent une approche novatrice afin de pouvoir interpréter cette nouvelle configuration sociale.

La conférence a prouvé une fois de plus que la sociologie, qui a elle-même émergé de troubles sociaux il y a de cela deux cent ans – des troubles qui ont révolutionné le monde en posant les jalons de la « société moderne » – continue de répondre à toute une série de défis sociaux et sociétaux. D'éminents sociologues venus d'horizons différents ont démontré avec leurs contributions que l'orientation critique et créative actuelle des sociologues constitue un très bon positionnement pour tirer des leçons de ces temps de troubles.

Au nom du Comité local d'organisation, je voudrais exprimer notre gratitude à tous les participants pour leurs excellentes contributions scientifiques, ainsi qu'au Comité exécutif de l'ISA pour son soutien et ses conseils qui ont contribué au bon déroulement de la conférence. ■

# > Rencontre à Yokohama

## entre de jeunes sociologues et leurs aînés

**Mari Shiba**, Université de Nagoya, et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur la Sociologie des Migrations (RC31), **Kyoko Tominaga**, Université de Tokyo, **Keisuke Mori**, Université de Hitotsubashi, et **Norie Fukui**, Université de Kyushu (Japon)



*Un an avant le Congrès mondial qui aura lieu à Yokohama du 13 au 19 juillet 2014, l'enthousiasme qui se lit sur les visages des universitaires qui ont participé à la réunion de pré-congrès à Yokohama promet un Congrès exaltant.*

**L**es professeurs Koichi Hasegawa, Shujiro Yazawa, Yoshimichi Sato et Sawaka Shirihase – principaux membres du Comité local d'organisation du prochain Congrès mondial de Sociologie qui se tiendra à Yokohama du 13 au 19 juillet 2014 – ont organisé une conférence de pré-congrès juste un an avant. L'idée était de faire dialoguer des spécialistes renommés de différentes régions du monde – les professeurs Margaret Abraham, des États-Unis, Emma Porio, des Philippines et Han Sang-Jin de Corée du Sud – avec de jeunes sociologues japonais. Voici ce que nous, jeunes sociologues, pouvons en dire :

### > **Mari Shiba :**

J'ai présenté une communication sur le thème « Respect mutuel, responsabilité et dialogue avec les autres qui sont parmi nous : étude de cas sur le passé, le présent et

>>

l'avenir des enfants adoptés à l'étranger » où j'ai soulevé la question de l'essentialisme culturel dans un contexte de politiques fondées sur le multiculturalisme. Je m'intéresse particulièrement au rôle des « médiateurs » entre communautés majoritaires et minoritaires, qui peuvent établir ce que l'on pourrait appeler des relations « conviviales » par-delà une simple coexistence multiculturelle. Après avoir assisté en tant qu'étudiante au précédent Congrès à Göteborg et participé à la deuxième édition du Forum de Sociologie à Buenos Aires, je dois dire que ces expériences m'ont permis de tisser un nouveau réseau de collègues et d'amis, et c'est pourquoi j'encourage vivement les jeunes sociologues, où qu'ils soient, à venir l'an prochain dans la belle ville de Yokohama pour partager les résultats de leurs recherches et tracer ensemble une voie vers un avenir meilleur pour tous !

#### > **Kyoko Tominaga :**

J'ai présenté un exposé sur : « Comment les activistes parviennent-ils à resserrer leurs faibles liens ? Quel est leur sens d'"appartenance à une communauté" ? Les manifestations anti-G8 comme opportunité de constituer des réseaux entre activistes ». Mes travaux portent sur les mouvements pour la justice mondiale et les mouvements antimondialisation au Japon. Je constate que ce type de mouvements existe dans différents pays mais avec des tactiques, des programmes et des modes d'organisation spécifiques qui en font des mouvements non seulement internationaux mais aussi nationaux et locaux. Les discussions auxquelles j'ai participé durant la conférence m'ont aidée à saisir de manière plus précise les forces et les faiblesses de la version japonaise de ces mouvements pour la justice mondiale ainsi que les limites de mon propre cadre de recherche.

#### > **Keisuke Mori :**

Je suis ravi d'avoir eu l'occasion de présenter mon exposé : « En rapport avec le *Third World Project* [projet pour

le tiers-monde] : Généalogie des mouvements de lutte contre les bases militaires sur l'île d'Okinawa et à l'échelle du monde ». J'essaie de relier l'histoire de la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale à Okinawa au Japon avec les histoires des peuples dans le monde, à travers l'étude des luttes communes contre les bases militaires. La présence de sociologues de renom venus d'horizons différents m'a aidé à situer mes recherches dans une perspective mondiale.

#### > **Norie Fukui :**

J'ai présenté mes travaux sur « La mémoire et la représentation dans la société nord-irlandaise après le conflit ». Mes recherches sont axées sur les peintures murales en Irlande du Nord, qui illustrent comment deux communautés urbaines voisines expriment leur hostilité et leur empathie l'une envers l'autre. Quoique mes travaux portent sur l'Irlande du Nord, je me suis aperçu que j'avais des sujets en commun avec d'autres chercheurs qui m'ont aidée à transposer mes idées dans le contexte asiatique. C'est ce qui sera, je l'espère, l'objectif principal du Congrès de Yokohama.

Nous voudrions conclure par ces quelques lignes de Margaret Abraham, Vice-Présidente de l'ISA pour la Recherche : « Les chercheurs invités ont été particulièrement impressionnés par la variété des thèmes traités par ces jeunes sociologues et par leur degré de sensibilisation aux problèmes du monde. Il était également gratifiant de voir comment le Comité local d'organisation japonais a repris l'initiative lancée par l'ISA au Forum de Buenos Aires en 2012 d'organiser des échanges entre sociologues confirmés et sociologues en début de carrière. Enfin, je voudrais ajouter que Yokohama est en effet un très bel endroit, où tout le monde poursuit ses activités normalement, et que l'hospitalité, la gastronomie et les sushi y sont vraiment fameux. Pour les milliers de sociologues du monde entier qui viendront à Yokohama l'année prochaine participer au XVIII<sup>e</sup> Congrès mondial de Sociologie, cela ne manquera pas d'être une expérience passionnante ! ». ■

# > Notre équipe éditoriale en Colombie

à l'Universidad del Rosario de Bogota



**María José Álvarez Rivadulla**, membre du Comité de Recherche de l'ISA sur le Développement régional et urbain (RC21)

Majo est maîtresse de conférences au sein du département de sociologie de l'Universidad del Rosario, en Colombie. Originaire de Montevideo (Uruguay), elle est titulaire d'un doctorat de sociologie de l'Université de Pittsburgh et vit en Colombie depuis cinq ans. Elle s'intéresse aux inégalités en milieu urbain, en particulier à la question des privilèges et à celle de la marginalité et à leur configuration spatiale. Elle a notamment réalisé des recherches sur les *asentamientos irregulares* (l'habitat informel) à Montevideo, leur mode d'organisation et leurs réseaux clientélistes. Elle est également l'auteur d'études sur les résidences sécurisées, la ségrégation résidentielle et l'embellissement des bidonvilles par le biais de grands projets comme celui de téléphériques sophistiqués. Elle travaille actuellement sur un nouveau projet visant à comparer les inégalités subjectives dans différents pays d'Amérique latine. Elle participe à l'édition espagnole de *Dialogue Global* depuis que Michael Burawoy l'en a convaincue lorsqu'il est venu en Colombie en 2011. « On ne peut pas dire non à Michael », commente-t-elle l'air amusé.



**Sebastián Villamizar Santamaría**.

Sebastián a obtenu son master de sociologie à l'Universidad del Rosario en 2011. Ses centres d'intérêt concernent l'interaction entre les classes sociales, la consommation et l'espace en milieu urbain, ce qui l'a amené à suivre un master de géographie à l'Université des Andes, où il étudie la ségrégation résidentielle à Bogota. Parallèlement, il travaille auprès de María José comme chargé de cours à l'Universidad del Rosario et comme chercheur adjoint à Dejusticia, un groupe de réflexion sur les droits de l'homme basé à Bogota. Il fait partie de l'équipe de traducteurs de *Dialogue Global* en espagnol depuis qu'elle a été établie en Colombie, en 2011.



**Andrés Castro Araújo**.

Andrés fait actuellement des études de sociologie à l'Universidad del Rosario. Il s'intéresse principalement à la sociologie économique (plus concrètement aux questions liées au travail, aux organisations et aux métiers) et à la sociologie culturelle, notamment au rôle du savoir spécialisé dans la société. Ses recherches actuelles portent sur les points d'interférence entre les marchés, les classes sociales et les catégories morales. Il participe également à la traduction espagnole de *Dialogue Global* depuis qu'elle est réalisée en Colombie, en 2011.



**Katherine Gaitán Santamaría**.

Kathy a récemment obtenu son master de sociologie à l'Universidad del Rosario de Bogota. Ses principaux sujets de recherche portent sur les mouvements sociaux, le genre et ses points d'interférence avec les classes sociales et l'appartenance ethnique. Elle fait partie d'un collectif de Bogota qui œuvre en faveur de la mobilisation sociale et de l'activisme parmi les jeunes générations et qui les défend contre la violence arbitraire des pouvoirs locaux, en particulier dans les communautés les plus défavorisées. Avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer, elle participe également à un projet d'intervention sociale à Cazucá (Soacha), une banlieue très pauvre de Bogota, pour lutter contre les principaux problèmes sociaux. Son intention est de poursuivre ses études de master (elle a déjà commencé à suivre un programme de master interdisciplinaire en études sociales à l'Universidad del Rosario) tout en continuant à travailler sur l'action sociale en Colombie.